

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Lutte
Ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2064 - 22 février 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

Elections municipales

***Avec les candidats
de Lutte Ouvrière***

**sanctionnons
ce gouvernement
et sa politique !**

p. 8 et 9

**Profits en hausse,
emploi et salaires en baisse...
et travailleurs en colère !**

p. 11 à 15



Sommaire

Leur société

- P. 4 ■ La religion : ni vaccin ni remède contre la barbarie
- Un footballeur en butte à la haine raciste
- P. 5 ■ Villiers-le-Bel : mise en scène sécuritaire
- Clermont-Ferrand : des réfugiés Tchétchènes arrêtés en pleine préfecture
- P. 6 ■ Procès de l'hormone de croissance : des scientifiques savaient
- Manque de logements et prospérité des marchands de sommeil
- P. 7 ■ Sarkozy et l'école primaire : bonnet d'âne
- Henri-Wallon - Aubervilliers : la grève des enseignants continue

P. 8 et 9

Lutte Ouvrière dans les élections municipales

- P. 10 ■ Il y a 60 ans : Tchécoslovaquie, le « coup de Prague »

Dans le monde

- P. 16 ■ Cuba : que sera l'après-castrisme ?
- Kosovo : l'indépendance ne règle rien

Dans les entreprises

- P. 11 ■ Carrefour Grand Littoral Marseille
- P. 12 ■ ArcelorMittal Gandrange, Aciéries des Ancizes, Imprimerie Nationale
- P. 13 ■ PSA Peugeot-Citroën, Renault
- P. 14 ■ Maternité de Clamecy, La Poste du Cantal, Gates Nevers, Hôtel-Dieu Paris
- P. 15 ■ L'Oréal, CIF Tremblay-en-France, Jahar

La mémoire du massacre des Juifs... et de ce qu'a été le nazisme

Invité au dîner annuel du CRIF, (Conseil représentatif des institutions juives de France), Sarkozy s'est senti obligé de faire une proposition fracassante censée être bien accueillie par ses hôtes.

Sans doute voulait-il, après avoir été fait chanoine à Rome et avoir fait l'éloge de l'islam en Arabie Saoudite, se rattraper un peu du côté de l'électorat juif.

Il s'agit donc de rien de moins que de faire adopter par chaque élève de CM2 la mémoire d'un des 11 400 enfants juifs français assassinés par les nazis. Manifestement, avant de faire son discours, Sarkozy n'a consulté personne qui connaisse un peu le problème, ni les enseignants, ni les organisations qui perpétuent la mémoire du massacre. À tel point que Simone Weil, elle-même soutien de Sarkozy et ancienne déportée juive, a dit que son « sang s'était glacé » en entendant la proposition présidentielle.

En plus de son goût pour le sensationnel, qui confine cette fois au mépris pour son auditoire, Sarkozy a fait preuve de son ignorance crasse. Le massacre des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale est dans tous les programmes scolaires, fait l'objet de nombreux débats, conférences, voyages, etc., depuis longtemps. Dans les établissements scolaires dont des élèves ont été déportés, des plaques sont apposées à leur mémoire. La seule longueur de la liste des noms et de l'âge des enfants, dans les écoles du XX^e arrondissement de Paris par exemple, donne une idée des dimensions de l'horreur.

Il ne suffit d'ailleurs pas de dénoncer ce crime. Encore faut-il donner aux enfants, et aux adolescents, les moyens de comprendre comment et pourquoi il a pu être perpétré. Il faut

donc aussi dire que les nazis sont arrivés au pouvoir en 1933, avec le soutien du grand capital allemand et avec l'accord tacite des puissances impérialistes, France, Grande-Bretagne et États-Unis, satisfaites d'un gouvernement capable de mettre au pas le mouvement ouvrier allemand. La politique antisémite des nazis, connue de tous dès le départ, ne leur posait alors guère de problème. Les chambres à gaz en furent la conséquence. En ayant amené Hitler au pouvoir, les grands capitalistes allemands et les grandes puissances complices en partagent la responsabilité.

Il faudrait aussi se souvenir que la France a attendu quarante ans pour admettre que l'État français, et pas seulement Papon, a livré les Juifs, allant même au-devant des demandes des nazis. Se souvenir également que bien des fonctionnaires nazis ont été recyclés immédiatement dans l'appareil d'État allemand quand ce n'est pas dans l'armée américaine, la NASA ou la Légion étrangère. Se souvenir qu'il a fallu des hommes obstinés, et bien souvent isolés, pour rechercher les criminels nazis et dresser des

listes des victimes, toutes choses que les États « démocratiques » n'ont pas voulu faire.

Si le massacre des Juifs et des Tsiganes est aujourd'hui unanimement condamné, c'est donc non seulement parce que l'Allemagne a été vaincue, mais aussi parce que beaucoup de temps a passé. Or, depuis, le monde capitaliste a montré sa capacité à engendrer bien d'autres crimes. Et, en matière d'horreurs et de meurtres des innocents, les pays dits « démocratiques » ne sont pas en reste.

Alors, à qui va-t-on confier la mémoire des enfants brûlés au napalm au Vietnam ou morts sous les bombardements en Algérie, sans même remonter aux millions d'Africains morts pendant la déportation des esclaves, aux innombrables victimes de la colonisation et de la décolonisation ? Et quel successeur de Sarkozy faudra-t-il attendre pour confier à chaque enfant de France la mémoire d'un enfant victime des massacres du Rwanda, accomplis en 1994 sous les yeux de l'armée française et avec sa complicité ?

Comprendre l'histoire telle qu'elle s'est passée, apprendre comment et pourquoi un système basé sur l'exploitation broie nécessairement et périodiquement des millions de victimes, et transmettre ainsi la mémoire des générations précédentes, c'est le

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

Rouen

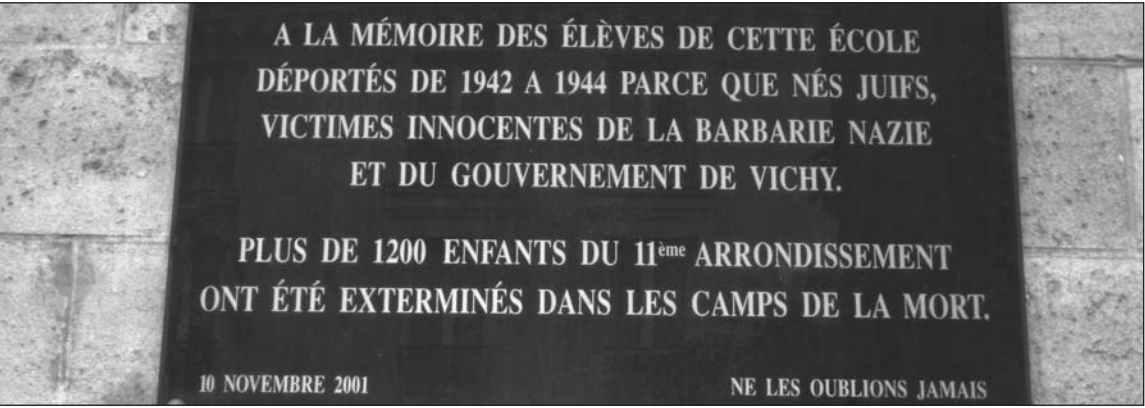
Samedi 15 mars à partir de 16 heures Palais des Congrès à Oissel

Montbéliard -Belfort

Samedi 15 mars à partir de 16 heures Salle de la Roselière à Montbéliard

devoir de tous ceux qui se sentent du côté des humiliés et des offensés. En revanche, la déploration utilitaire des victimes est l'affaire d'un politicien en mal de voix, pas gêné pour dénoncer le racisme d'il y a soixante-cinq ans au moment même où il recommande à sa police l'expulsion de 25 000 étrangers par an.

Paul GALOIS



LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste) membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1009 1 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet : www.lutte-ouvriere.org www.union-communiste.org e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20 Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom : Adresse : Code postal :Ville : Ci-joint la somme de : par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			



Exprimer l'opposition à la politique du gouvernement

Les grandes entreprises se succèdent pour annoncer leurs bénéfices pour 2007. Ils sont considérables, malgré la crise financière qui s'est pourtant soldée par des dizaines de milliards d'euros partis dans les fumées de la spéculation.

Parmi les groupes dont le PDG fanfaronne devant ses actionnaires, on retrouve toujours les mêmes noms : Total, L'Oréal, Unilever, Renault, Peugeot et bien d'autres. Il y a aussi, dans le peloton de tête, ArcelorMittal, 7,5 milliards d'euros de profit pour le groupe et ses actionnaires. Mais sur cette somme il n'y a pas un sou pour sauver les emplois de l'usine de Gandrange, dont la fermeture a été annoncée.

Le cas d'ArcelorMittal est un des plus choquants de ces grosses entreprises qui font des bénéfices énormes tout en licenciant ou en supprimant des emplois. Mais elle n'est pas la seule. Michelin, malgré ses bénéfices, ferme l'usine Kléber de Toul, qui lui appartient. Peugeot réduit ses effectifs, en particulier en se débarrassant des intérimaires et en fermant l'un des deux ateliers de montage à Aulnay.

Ces profits, dont on ose nous dire qu'ils sont indispensables à la bonne marche de l'économie, ne sont utiles ni aux travailleurs à qui on les fait suer, ni à la société.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon n'est certainement pas le premier à être, sur le plan politique, au service des intérêts de ces grands groupes dont la course au profit est si nuisible à la société. Tous les gouvernements, quelle que soit leur étiquette politique, l'ont été. Mais Sarkozy étale ses amitiés avec les grands patrons milliardaires de façon tellement cynique, tellement provocante, qu'il a réussi, après huit mois à l'Élysée, à concentrer sur sa personne le ressentiment et la colère des classes populaires contre une politique qui les pousse à la pauvreté pour favoriser l'enrichissement des plus riches.

Toutes les réformes de ce gouvernement visent à faciliter l'aggravation de l'exploitation qu'expriment ces bénéfices colossaux. C'est pour faciliter l'exploitation que

le gouvernement démolit ce qui, dans la législation sociale, protège un peu les travailleurs. C'est pour cela qu'il rend les horaires de travail plus flexibles et les licenciements plus faciles.

C'est pour pouvoir consacrer plus d'aides et de subventions aux grandes entreprises que le gouvernement fait des économies sur les services publics, supprime ou limite les heures d'ouverture de La Poste, des guichets de la Sécurité sociale, qu'il ferme des gares et des maternités de proximité. C'est pour cela qu'il s'en prend aux retraités en réduisant leur pension et aux assurés sociaux en leur imposant les franchises médicales.

Pour stopper la guerre permanente du grand patronat et du gouvernement contre le monde du travail, il faudra bien d'autres choses que des élections.

Mais les municipales constituent une occasion pour désavouer la politique menée et les hommes de paille du patronat qui la mènent. Il faut que leur servilité envers les riches et leur mépris pour les pauvres soient sanctionnés. Ecarter la droite de la gestion d'un maximum de villes ne résoudra certes pas les principaux problèmes du monde du travail : chômage, insuffisance des salaires et des pensions. Mais, pour étroites que soient les limites de la politique municipale, elle peut être plus favorable aux plus démunis que celle des municipalités qui refusent de construire des logements sociaux pour ne pas dévaloriser le voisinage des plus huppés.

C'est dans cette optique que Lutte Ouvrière présente des candidats aux prochaines élections municipales, dans un grand nombre de villes. Les élus de Lutte Ouvrière seront les défenseurs, au Conseil municipal comme en dehors, des intérêts sociaux et politiques des exploités, des chômeurs, des retraités et des plus démunis. Ils soutiendront en permanence ceux qui défendent leurs conditions de vie et de travail, travailleurs en grève, mal-logés qui n'acceptent pas de l'être, usagers qui refusent la dégradation des transports, des écoles, des services publics.

Arlette LAGUILLER

• Salaires

Woerth provoque les travailleurs de la Fonction publique

Le 19 février, le ministre du Budget a annoncé sa proposition d'augmentation de salaire pour les fonctionnaires : 0,5 % au 1^{er} mars et 0,3 % au 1^{er} octobre. Après une introduction de Santini, le secrétaire d'État à la Fonction publique, constatant que « les caisses sont vides », Eric Woerth a fait mine de discuter des heures durant avec des représentants des directions syndicales, pour accoucher finalement d'une souris.

Alors que les salaires sont quasiment bloqués depuis des années, que la perte de pouvoir d'achat est chiffrée par les syndicats à plus de 6 % en cinq ans, que les bas salaires représentent – de l'aveu même du ministre – près de la moitié des paies des fonctionnaires, Eric Woerth reste donc sur ses positions avec ses 0,5 % au 1^{er} mars. Dans un élan de magnanimité, il condes-

cend à ajouter 0,3 % au 1^{er} octobre, ce qui ne fera, tout compte fait, que 0,56 % sur l'année 2008 pour l'augmentation du point d'indice, la base sur laquelle est calculé le salaire de tout agent de l'État.

L'inflation, les dirigeants des syndicats se sont chargés de le lui rappeler, est prévue par l'Insee à 1,6 %, mais les hausses de prix des produits de consom-

mation courante, des loyers et des carburants ne semblent pas près de s'arrêter. La différence est donc lourde pour tous ceux qui n'ont, au mieux, que leur salaire pour y faire face, surtout quand le manque à gagner existe depuis des années déjà.

Sachant ses propositions dérisoires, Woerth se prétend conscient des difficultés des 49 % des plus bas salaires, des « catégories C » : il accorderait donc à certains entre 1 et 4 points d'indice en guise de rattrapage, soit entre 3,5 et une quinzaine d'euros par mois, en plus des 7 ou 8 que leur accorderait l'augmentation prévue. Sur la table du bateleur, on peut trouver aussi tout une quincail-

lerie, la « monétisation » de jours de RTT, des « mesures » sur le logement, et un ajustement sous forme de prime, en 2008, pour les personnels qui auraient véritablement perdu du pouvoir d'achat entre 2003 et 2007 : attention, comparaison faite avec l'inflation, que personne ne triche ! Il sort même de son chapeau « Gipa », « mécanisme de garantie individuelle du pouvoir d'achat », qui tiendrait compte de tous les éléments du salaire, puisque, comme le révèle le ministre « le traitement d'un fonctionnaire n'est pas composé uniquement du point d'indice ». Il fait peut-être allusion là aux quelques centaines de hauts fonc-

tionnaires qui bénéficient de primes substantielles...

Menaçant, Woerth s'est payé le luxe de fixer un ultimatum de 48 heures aux représentants des directions syndicales, sans quoi il décidera unilatéralement.

Comme s'il ne s'agissait pas là d'une fin de non-recevoir unilatérale, comme ce fut déjà le cas en 2007, comme si le ministre n'avait pas vu les trois journées de grève, largement suivies, qui ont eu lieu dans les derniers mois ! À provoquer ainsi les travailleurs, le ministre risque de susciter une riposte plus vigoureuse encore.

Viviane LAFONT

La religion : ni vaccin, ni remède contre la barbarie

« Le drame du XX^e siècle, de ces millions d'êtres projetés dans la guerre, la famine, la haine, la séparation, la déportation et la mort, n'est pas né d'un excès de l'idée de Dieu, mais de sa redoutable absence. » C'est ainsi que Sarkozy a justifié ses multiples déclarations en faveur d'un retour du religieux dans l'éducation et l'enseignement.

Il a ajouté qu'il n'y a « pas une ligne de la Torah, de l'Évangile ou du Coran, restituée dans son contexte et dans la plénitude de sa signification, qui puisse s'accommoder des massacres commis en Europe au cours du XX^e siècle et au nom d'un monde sans Dieu. »

Il faut vraiment beaucoup de virtuosité dans l'interprétation par exemple de la Bible pour en faire un modèle de tolérance. L'Ancien Testament énumère des centaines de massacres, pillages, perpétrés par la volonté divine. On peut y lire : « Si elle (une ville) te refuse la paix et entame la guerre avec toi, tu l'assiégeras, et quand le Seigneur, ton Dieu, l'aura livrée entre tes mains, tu en passeras tous les mâles au fil de l'épée. » « Quant aux villes de ces peuples dont le Seigneur, ton Dieu, te donne la propriété, tu n'y laisseras pas âme qui vive. »

Le Coran, lui non plus, ne pousse pas vraiment à l'amitié entre les peuples quand il préconise à ses fidèles : « Lorsque les mois sacrés seront expirés, tuez les infidèles partout où vous les trouverez. Faites-les prisonniers ! Assiégez-les ! Placez-leur des embuscades ! » Il est vrai qu'il a ajouté : « S'ils font amende honorable, célèbrent l'office de la prière et paient la dîme, laissez-les poursuivre leur chemin ! Dieu est clément et miséricordieux. » Si c'est le cas, il cache bien son jeu !

Les religions et les Églises de toutes obédiences se sont toujours accommodées des massacres qui ont marqué l'histoire de l'humanité : saint Augustin, célébré comme un des Pères de l'Église, déclarait ainsi dès le

IV^e siècle : « Il y a une persécution injuste, celle que font les impies à l'Église du Christ ; et il y a une persécution juste, celle que font les Églises du Christ aux impies. (...) L'Église persécute par amour et les impies par cruauté. » L'Église et les États chrétiens ont par la suite fait preuve de beaucoup de cet « amour » un peu particulier...

Charlemagne donnait ainsi le choix entre « le baptême ou la mort » aux Saxons. Les croisades en « terre sainte » et les innombrables massacres et pillages y furent tous commis au nom de Dieu. Quant au fameux « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens », il aurait été prononcé par l'envoyé du pape lors du massacre des Albigeois hérétiques. Les massacres commis contre les peuples coloniaux furent couverts par l'Église. Et la boucherie de 14-18 se déroula tout de même principalement sur le sol européen entre des puissances qui se réclamaient toutes du christianisme, bénéficiant du soutien de toutes les hiérarchies ecclésiastiques. La venue d'Hitler au pouvoir en 1933 vit l'établissement d'un concordat entre lui et le futur pape Pie XII. Le journal français catholique *La Croix* se réjouissait par exemple à l'époque de « ce que le nouveau régime scolaire allemand comporte l'exclusion complète du laïcisme dans l'École ». Puis l'Église catholique fut ensuite un parfait soutien au régime de Vichy, même si des prêtres prirent individuellement certains risques pour protéger des Juifs.



Jean-Paul II en 1990, lors de sa tournée en Afrique, notamment au Rwanda, quatre ans avant le génocide.

La hiérarchie religieuse s'est toujours placée socialement dans le camp des puissants. Le sentiment religieux n'est donc en aucun cas un vaccin contre la barbarie et les massacres. Et bien souvent il a au contraire fourni un alibi et un étendard aux massacreurs.

Alors, les jeunes et les moins jeunes ont à étudier une histoire de l'humanité écrite en lettres de sang car, comme le disait Primo Levi, rescapé des camps, « Quiconque oublie son passé est condamné à le revivre. » Une histoire dans laquelle la religion s'est bien plus souvent placée du côté des massacreurs de toute sorte que du côté des opprimés.

Christian BERNAC

• Les mystères de la foi

Après les débats sur le statut civil et juridique du fœtus, l'archevêque de Paris André Vingt-Trois, attention ce n'est pas le fils de Jean, remonte encore un peu vers l'origine de la vie. Il se prononce désormais pour un statut de l'embryon. Ce qui constitue un pas de plus vers la remise en cause du droit à l'interruption volontaire de grossesse.

Mais pourquoi s'arrête-t-il là ? Encore un petit effort et il va bientôt vouloir baptiser les spermatozoïdes. À vingt millions par millilitre, l'Église va pouvoir embaucher à tour de bras et devra peut-être transformer le petit séminaire en grand séminal...

P. G.

P. G.

• Un footballeur en butte à la haine raciste

Un carton jaune dont il pourra se féliciter

Samedi 16 février, lors du match de football opposant les équipes professionnelles de Metz et de Valenciennes, Abdeslam Ouaddou, international marocain, capitaine de l'équipe de Valenciennes, a été insulté par un individu raciste assistant au match.

Comme le footballeur l'a raconté, « ces propos étaient très durs. J'en ai fait part à l'arbitre qui m'a dit de rester dans le match. Mais la personne a continué. Très énervé, je suis

passé au-dessus des panneaux publicitaires pour m'expliquer avec elle et la raisonner ». Mais le simple fait de vouloir lui-même protester pour stopper les propos racistes lui vaudra d'être sanctionné d'un carton jaune par l'arbitre. « Il me traite de sale négro, de sale nègre, et en plus vous (l'arbitre) me mettez un carton ! »

La décision arbitrale a, depuis, été largement critiquée. Après le dépôt de plainte du joueur, c'est le club

adverse, Metz, qui a fait de même, puis le syndicat des joueurs, et la Ligue de football professionnel. Même le sous-ministre des Sports, Bernard Laporte, s'est fendu d'un déplacement pour soutenir le joueur injurié.

Mais cette unanimité, plutôt louable dans ce cas, ne fait oublier à personne que les actes et les propos racistes, sur les stades ou ailleurs, sont malheureusement monnaie courante. La presse en a rappelé

quelques-uns, qui, puisqu'ils se sont déroulés dans des stades de foot, n'ont pas pu passer inaperçus.

Car les propos et les graves actes racistes peuvent souvent se dérouler sans que personne ne réagisse. Combien de fois dans le passé les dirigeants des équipes de foot ont préféré étouffer l'affaire, combien de fois les arbitres ont fermé les yeux (ou les oreilles) devant des gestes ou des paroles détestables ? Pire encore, quelques

grands clubs français ou européens ont favorisé des clubs de supporters ouvertement racistes, antisémites, pro-nazis et d'extrême droite, simplement parce que c'étaient des supporters de leur équipe.

Heureusement, dans ce cas, Ouaddou ne s'est pas laissé faire et a forcé en quelque sorte toutes les autorités à prendre position contre le raciste. Et c'est tant mieux.

Bertrand GORDES

• Villiers-le-Bel (Seine-Saint-Denis)

Mise en scène sécuritaire

1 000 policiers casqués et armés jusqu'aux dents, une trentaine d'hommes du RAID encagoulés, ratissant des quartiers de banlieue, forçant les portes et pénétrant dans les appartements avant même que le jour se lève : ces scènes semblaient parvenir tout droit d'un pays en guerre. Pourtant, les images provenaient tout bonnement du quartier de la Zac, à Villiers-le-Bel, des cités d'Arnouville-lès-Gonesse et de Sarcelles.

Avec le surarmement des policiers mobilisés, ce qui frappait était aussi le nombre de caméras et de journalistes présents sur les lieux de l'opération. Le maire PS de Villiers-le-Bel, Didier Vaillant, n'était pas encore prévenu que la presse avait déjà été invitée à filmer l'opération, de façon à pouvoir servir toutes chaudes à l'opinion ces images calculées pour impressionner. La ministre de l'Intérieur, qui s'est félicitée du résultat de cette descente très musclée de la police, la qualifiant de « *très belle opération* », a fait semblant de regretter que « *des fuites aient conduit à une médiation importante* ». Comme si cette « *médiatisation importante* » n'avait pas requis bien plus que de simples fuites, dans une période électorale où la droite fait de la sécurité un de ses axes de campagne !

Mais pourquoi un tel déploiement de forces ? Pour arrêter, a-t-on dit, les responsables des événements des 25 et 26 novembre 2007. Ces jours-là, le décès de deux jeunes à moto, entrés en collision avec une voiture de police, avait déclenché des affrontements violents entre les jeunes et les policiers, au cours desquels certains de ceux-ci avaient été blessés et un commissaire de police passé à tabac. Une enquête judiciaire

avait été ouverte sur les circonstances de la mort des jeunes ainsi que pour retrouver les auteurs des violences. Un appel à la délation, contre rémunération, avait été lancé par la police judiciaire dans les boîtes aux lettres des quartiers concernés.

L'opération a permis d'arrêter une trentaine de jeunes reconnus, paraît-il, comme ayant participé aux

événements de novembre 2007. Selon la ministre Alliot-Marie, cela devrait contribuer à ramener « *l'ordre et la paix* » dans ces banlieues. Mais rien n'est moins sûr, car ce type d'opération risque plutôt d'y accentuer les tensions.

À Villiers-le-Bel, comme dans bien d'autres villes de banlieue, la situation des familles se dégrade, faute de travail, faute d'un encadrement scolaire suffisant, faute de services publics efficaces et de qualité. La population ne connaît bien souvent de l'État que les interventions policières, des opérations comme ces ratissages qui prennent un beau matin tous les habitants

d'un quartier en otages, pour se retirer ensuite, laissant dans le meilleur des cas la situation en l'état, mais bien souvent avec un peu plus d'amertume dans les esprits.

Mais qu'importe ces conséquences, pour le gouvernement ? L'essentiel pour lui est d'avoir fait un « coup ». À la veille des élections municipales, il calcule sans doute que cette mise en scène sécuritaire peut être payante pour les tenants de sa majorité. Et quitte à risquer l'exacerbation des tensions dans les banlieues, pour ensuite pouvoir, lui l'incendiaire, prendre la noble posture du pompier.

Lucienne Plain



AFP

• Clermont-Ferrand

Des réfugiés Tchétchènes arrêtés en pleine préfecture

Convoqués au service des étrangers, mercredi 6 février, des demandeurs d'asile tchétchènes ont été arrêtés et aussitôt réexpédiés en Pologne.

Pour fuir la misère et la dictature de leur pays, ils voulaient aller vivre en Pologne. Mais les conditions lamentables des centres d'accueil polonais, pour le logement, les soins, l'éducation pour les enfants, ont poussé 24 d'entre

eux à repartir et à essayer de se réfugier en France. Arrivés en Auvergne, ils ont demandé officiellement l'asile, donc un titre de séjour.

Huit d'entre eux se sont donc présentés à la préfecture, accompagnés d'associations qui les soutiennent : Amnesty International et le Comité Solidarité Tchétchène 63. Mais la Police des frontières, qui était présente avec des ren-

forts, les a interpellés dans les bureaux mêmes. Conduits aussitôt au centre de rétention de Nîmes, c'est en charter le lendemain qu'ils ont été réexpédiés en Pologne. Les mêmes méthodes ont été employées au même moment dans plusieurs villes de France.

La politique anti-immigrés de Sarkozy et du gouvernement, c'est toujours plus d'expulsions pour des gens

qui n'ont commis aucun délit et qui essaient d'échapper à des conditions de vie intenable.

L'actuel préfet de la région Auvergne, très proche de Sarkozy et d'Hortefeux, a déclaré sans détour : « *Nous ne faisons pas d'angélisme.* » Se comporter humainement, c'est donc du ressort des anges ?

Correspondant LO

La chasse aux sans-papiers s'amplifie

Mardi 12 février une véritable rafle a été organisée contre le foyer d'immigrés de la rue des Terres-au-Curé dans le treizième arrondissement de Paris. Dès quatre heures du matin le quartier a été bouclé et, peu après 6 heures, le bâtiment a été envahi par près de 400 policiers. L'intervention policière n'a laissé aucune porte intacte, toutes ayant été défoncées à coups de bélier. Des habitants ont été molestés, mis à terre, leurs affaires renversées. 116 personnes ont été arrêtées.

L'intervention des forces de police a été justifiée par la nécessité de « *lutter contre l'habitat indigne* ». S'il est vrai que les foyers de travailleurs immigrés sont surpeuplés et à peine entretenus, l'opération policière ne visait pas à améliorer les conditions de logement de ses locataires. Elle s'est soldée par le placement en camp de rétention de dizaines de travailleurs sans papiers, tandis que les neuf personnes accusées un temps d'avoir organisé l'hébergement dans des conditions insalubres sont reparties libres, sans qu'aucune charge puisse être retenue contre elles.

En cette période électorale, le gouvernement affiche ostensiblement sa politique musclée contre les travailleurs immigrés. Le but à peine voilé est de rameuter l'électorat réactionnaire. D'ailleurs ce n'est pas par hasard que Fillon a annoncé un objectif d'expulsions de sans-papiers en hausse pour 2008, le faisant passer de 25 000 à 26 000.

Cette politique de chasse à l'homme est non seulement sans pitié, mais elle peut avoir des conséquences tragiques. Un jeune Kenyan de 19 ans s'est pendu dans sa chambre après avoir reçu le refus définitif de sa demande d'asile en France, pour ne pas être expulsé vers le Kenya, mis à feu et à sang depuis les élections truquées de décembre dernier.

Gilles BOTI

• Procès de l'hormone de croissance

Oui, des scientifiques savaient

Le procès de l'hormone de croissance confirme que pendant des années des médecins ont continué à traiter des enfants avec des hormones dont les scientifiques savaient qu'elles présentaient un risque de transmission de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. 110 enfants l'ont payé de leur vie !

Dans les années 1980, les enfants souffrant de nanisme ou jugés de trop petite taille étaient traités par une hormone de croissance extraite de glandes hypophyses prélevées sur des cadavres dans les morgues des hôpitaux. France-Hypophyse, l'Institut Pasteur et la Pharmacie centrale des hôpitaux collectaient, traitaient et distribuaient l'hormone extraite de ces hypophyses humaines. Ce

sont les responsables de l'époque de ces structures, pour la plupart médecins de leur état, qui comparaissent actuellement pour « tromperie aggravée, homicides et blessures involontaires ».

Appelé comme témoin au procès, le professeur Montagnier a confirmé que, dès janvier 1980, il avait attiré l'attention sur l'insuffisance des procédés de purification de l'hormone et recommandé

de ne pas la prélever sur des sujets morts après des troubles neurologiques. Qu'à cela ne tienne, on a continué de prélever des hypophyses sur des cadavres de vieillards déments et de malades morts de telles maladies !

Appelée elle-aussi comme témoin, une vétérinaire, spécialiste de la maladie de la vache folle (l'équivalent du Creutzfeldt-Jakob humain), a quant à elle souligné que dès 1975 des articles publiés dans la presse médicale spécialisée avaient signalé les risques de contamination. Elle a aussi rappelé qu'en 1981, un rapport du département de la

Santé britannique affirmait que les hypophyses de sujets déments ne devaient pas être prélevées pour la fabrication de l'hormone de croissance. En France, les prélèvements ont continué et, devant la demande accrue, des médecins ont même poussé à la collecte en offrant aux garçons de laboratoire une prime de 50 francs par hypophyse prélevée !

En 1985, aux États-Unis, l'hormone obtenue par extraction a été retirée du marché. D'autant qu'on savait désormais la fabriquer autrement, par synthèse. En France, il a fallu attendre...

1989 ! Des milliers d'enfants ont continué à recevoir l'hormone d'extraction. Faut-il en conclure que le coût de la destruction des ampoules déjà conditionnées était un argument plus pesant que la vie d'enfants ?

En tout cas l'abjection continue. Un professeur de neurologie, présent au procès pour défendre ses chers confrères, n'a pas hésité à rétorquer après avoir été interrogé sur les connaissances de l'époque : « À l'époque, même les scientifiques français ne lisaient pas l'anglais. »

Sophie GARGAN

• Logement social et communes riches

Pas de ça chez nous !

Selon un bilan établi par la Fondation Abbé-Pierre, 60 % des communes, en majorité de droite, ne respectent pas le quota de 20 % de logement social, imposé par la loi SRU.

Après avoir publié, il y a quelques semaines, son rapport annuel, la Fondation Abbé-Pierre, collectant les enquêtes effectuées par les préfets, a mesuré le niveau d'application de cette loi de « Solidarité et renouvellement urbain », votée en décembre 2000.

Sur les 720 communes examinées, 435 n'ont pas respecté l'objectif fixé entre 2002 et 2006 et parmi elles 9,3 % n'ont même financé aucun logement social durant ces cinq années.

Or, parmi les leaders de ce bien peu glorieux « palmarès » figurent, pour les plus grandes villes, Saint-Maur-des-Fossés et Neuilly-sur-Seine en région parisienne, Hyères et Toulon ainsi que Nice. Pour les villes moyennes, le rapport relève Le Perreux dans le Val-de-Marne, Olivet dans le Loiret et Marignane dans les Bouches-du-Rhône. Des villes dont le point commun est d'avoir toutes un maire de droite.

Les très mauvais élèves de ce classement, Saint-Maur et Neuilly, n'ont rien pour abandonner les dernières places. Ainsi, Saint-Maur, qui comptait au début de l'application de la loi, 5,5 % de logements sociaux, aurait dû en financer

1 236 pour respecter l'objectif, or il n'en a financé que...30. Neuilly, quant à elle, qui comptait 2,6 % de logements sociaux en 2002, soit un déficit de 1 324 logements, n'en a financé que...181.

Le maire de Saint-Maur-des-Fossés, Jean-Louis Beaumont, est connu pour s'être battu depuis 1977 contre la construction de logements sociaux. Il brandit même, paraît-il, fièrement ce bilan à chaque campagne électorale. Il appelait d'ailleurs, en mai 2007, à voter Sarkozy avec entre autres arguments celui « d'augmenter notre capacité de résistance face à ceux qui veulent détruire notre cadre de vie ».

Si de tels individus peuvent tenir un tel discours et faire de la chasse aux logements sociaux un argument électoral, c'est qu'ils bénéficient de la passivité du gouvernement. Car l'une des dispositions de la loi SRU prévoit notamment de donner aux préfets la possibilité de sanctionner les villes récalcitrantes. Or, depuis la mise en place de cette loi, seuls 140 constats ont été effectués, soit bien peu, et bien moins encore ont été suivis d'effet.

Au moment même où le gouvernement, Sarkozy en tête, fait de l'esbrouffe avec son plan banlieue, la démonstration est claire. Il fait peu de cas de la loi quand il s'agit de la faire appliquer pour la droite..

David MARCIL



Le manque de logements fait prospérer les marchands de sommeil

À Nice, un marchand de sommeil a été condamné à 30 mois de prison, dont 15 ferme, et 300 000 euros de dommages et intérêts à ses locataires. Propriétaire d'un immeuble en centre-ville, il y avait aménagé 33 « logements » de 7 à 15 m² qu'il louait entre 360 et 640 euros, en particulier à des handicapés et à des travailleurs immigrés. Ces petites pièces étaient des taudis de la pire espèce : manque d'ouverture et d'aération, sanitaires non isolés d'un évier ou d'un lit, etc. Son immeuble lui rapportait en moyenne 10 000 euros de loyers par mois, en liquide.

Ce scandale a été puni par la justice. Mais pour un cas qui vient à la connaissance du public et qui est réprimé, il en existe des milliers d'autres. Trop souvent ces situations même connues sont tolérées comme un mal nécessaire car il manque dans ce pays près de trois millions de logements pour que toute la population soit convenablement logée. La Fondation Abbé-Pierre estime qu'il existe 600 000 taudis et que 5 % de la population, 3,2 millions de personnes, sont mal logés, dont 2,2 millions dans un « habitat indigne ». Cette situation, dans un des pays les plus riches du monde,

résulte du manque de logements populaires et du faible nombre de ceux qui sont mis en chantier chaque année.

La justice a sanctionné un marchand de sommeil, à juste titre. Mais les gouvernements depuis des années laissent s'approfondir cette crise du logement sur laquelle prospèrent les margouilins de toute sorte. Sarkozy ou les ministres se fendent parfois de quelques petites phrases sur ce sujet, mais ne font rien de sérieux pour mettre fin à la crise du logement. Avec eux, les marchands de sommeil ont de beaux jours devant eux.

Vincent GELAS

• Sarkozy et l'école primaire

Il mérite un bonnet d'âne

Venu apporter son soutien au ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos, candidat aux élections municipales de Périgueux, Sarkozy a annoncé le retour à « l'instruction civique et à la morale » à l'école primaire. Cela prévoira entre autres « le respect des emblèmes de la République française : le drapeau tricolore, Marianne, l'hymne national, à l'écoute duquel nos enfants devront se lever ».

Le président de la République, qui a déclaré il y a quelques semaines que les élections municipales sont avant tout des élections locales, a profité d'une visite dans une école pour faire ces déclarations de portée... nationale. Et Sarkozy de déplorer l'importance de l'échec scolaire dès l'école primaire – 15 % des élèves sont en grande difficulté et 25 % ont des acquis fragiles. Il s'est engagé à le diviser par trois en cinq ans.

Les déclarations de Sarkozy plairont certainement à la fraction réactionnaire et « vieille France » de l'électorat qu'il courtise et qui, dit-on, est ébranlée par la vie privée du président et sa médiatisation. On ne sait pas si elles aideront Darcos dans les élections municipales de Périgueux ; par contre, pour les enfants scolarisés dans le primaire et leurs familles, le retour de l'école du « bonnet d'âne » sera d'une aide bien limitée pour les apprentissages de la lecture, de l'écriture et du calcul...

Car sur ce terrain Sarkozy s'est contenté de répéter qu'il était hors de question d'augmenter les moyens octroyés à l'école primaire : « L'école, ce n'est pas simplement une question de statut, de moyens, de nombres. L'école c'est une question de programme », a-t-il dit.

Pourtant Sarkozy reconnaît bien que l'apprentissage en petits groupes pour les élèves en difficulté est utile, puisqu'il a

annoncé que deux heures par semaine y seront consacrées. Cependant ces deux heures seront prises sur l'emploi du temps hebdomadaire de toute la classe, qui sera ainsi ramené de

26 à 24 heures. Ce sera donc moins d'heures d'enseignement pour la plus grande partie des élèves !

Quand il visite une école, Sarkozy devrait économiser de

la salive et déclarer simplement : désolé mais le paquet fiscal est déjà ficelé et expédié ; par contre si vous voulez, on peut chanter *La Marseillaise*...

Boris SAVIN

Darcos veut financer des écoles privées avec l'argent du public

Le ministre de l'Éducation nationale vient d'annoncer la création d'un « fonds d'intervention spécifique » pour les établissements privés qui iraient s'installer en banlieue. « Alors que l'enseignement privé a fait la preuve de sa capacité à accueillir des publics très divers, y compris des élèves en difficulté, et à leur proposer une pédagogie et un encadrement leur permettant de renouer avec la réussite scolaire, leur savoir-faire reste trop souvent aux portes de la banlieue, parce que nous refusons de leur don-

ner les moyens de répondre à la demande », a déclaré Xavier Darcos en présentant, jeudi 14 février, le volet éducation du plan banlieue de Fadela Amara. Ce fonds, pris sur le budget de l'Éducation nationale, servirait à financer les dépenses de fonctionnement des quelque cinquante classes qu'il envisage de créer dès la rentrée 2008.

Déjà, Darcos suggère que les enseignants du public réussiraient moins bien que ceux du privé à faire progresser leurs élèves. C'est méprisant

vis-à-vis d'eux, c'est ignorer les efforts qu'ils déploient alors que leurs moyens sont toujours plus restreints, et en outre c'est faux... mais cela flatte les préjugés antifonctionnaires de l'électorat réactionnaire.

Parler d'augmenter le financement de l'école privée, en même temps que de la suppression de 11 200 postes dans le public, est de toute façon une véritable provocation. L'argent public doit aller exclusivement à l'enseignement public, et pas au privé !

Marianne LAMIRAL

• Cité scolaire Henri-Wallon – Aubervilliers (Seine-Saint-Denis)

La grève des enseignants continue

Depuis lundi 11 février, les enseignants de la Cité scolaire Henri-Wallon, à Aubervilliers, sont en grève reconductible contre la suppression de 17 postes de professeurs et de 7 classes. Les enseignants ont reçu l'appui des lycéens et des parents d'élèves. Ces suppressions de postes sont loin d'être des cas isolés, puisque le rectorat prévoit de supprimer près de 650 postes sur la seule académie de Créteil et que le gouvernement Sarkozy-Darcos en annonce près de 20 000 par an jusqu'en 2012.

Mercredi 13 février, une manifestation de professeurs et de lycéens organisée dans les rues d'Aubervilliers a réuni 150 à 200 personnes. Le cortège a fait des arrêts bruyants devant les collèges et les lycées voisins : Jean-Pierre-Timbaud, Jean-Moulin, Le Corbusier, D'Alembert, Diderot. Les slogans « Touche pas à mon prof », « La jeunesse en force contre la suppression des postes », étaient repris par tous. En fin de matinée, les manifestants se sont rassemblés sur la place de la mairie. Le maire d'Aubervilliers, Pascal Beaudet, et d'autres élus de gauche ont apporté leur

soutien, dénonçant les plans gouvernementaux et prenant la défense de l'école publique. À plusieurs reprises, des délégations de grévistes ont rencontré les enseignants des autres lycées de la ville.

Le moment fort de la semaine a été le rassemblement devant le rectorat de Créteil, le jeudi 14 février, où près de 150 à 200 personnes ont exprimé leur mécontentement. Une délégation a été reçue par la secrétaire générale adjointe du rectorat. Celle-ci nous a annoncé que le ministre avait décidé, le matin même, de classer le lycée Henri-Wallon parmi les trente lycées en France destinés à devenir « pôles d'excellence », à vocation artistique, culturelle et musicale, et ce afin de développer « l'attractivité » du lycée auprès des familles. Ce même jour, la majorité des enseignants de la Cité scolaire lui transmettaient 86 engagements personnels de refuser les heures, tout en réaffirmant leur revendication de maintien de tous les postes.

Personne n'est dupe de cette nouvelle annonce, qui vise à mettre en place une belle vitrine, permettant la réussite de quelques élèves triés sur le volet, en laissant de côté la



grande majorité. Tout le monde est conscient que dans les quartiers difficiles, où nous enseignons tous les jours, le qualitatif se conjugue avec le quantitatif. En d'autres termes, il nous faut des professeurs, des surveillants, du personnel de vie scolaire en nombre suffisant pour enseigner dans de bonnes conditions et faire réussir tous les élèves.

Depuis plusieurs jours, profs et lycéens s'organisent pour faire connaître leur mouvement et vont à la rencontre de la population. Ils font des

assemblées générales en commun, ce qui n'était pas arrivé depuis bien longtemps.

Le vendredi 15 février, à la manifestation francilienne appelée par les syndicats enseignants, les nombreux lycéens présents ont donné le ton et, le lendemain samedi, profs, parents et élèves se sont retrouvés à une trentaine sur le marché d'Aubervilliers, pour populariser la grève, recevant un accueil particulièrement chaleureux des habitants.

Lundi 18, la grève a été revotée tandis qu'une délégation

était reçue à l'Inspection académique. Le lendemain, une journée dite « banalisée » était organisée pour discuter des propositions du rectorat. Cependant, une méfiance persiste parmi les professeurs quant au maintien des postes liés à l'annonce du « pôle d'excellence » faite par Darcos. C'est pourquoi, mercredi 20 février, un nouveau rassemblement était organisé au rectorat afin d'exiger des garanties sur le maintien de tous les postes.

Correspondant LO

Lutte Ouvrière dans les électio

Le dépôt des listes de candidats aux élections municipales se terminait le jeudi 21 février. Lutte Ouvrière sera largement présente dans ces élections, et nettement plus qu’aux précédentes consultations de ce type. En effet nous participerons à plus de 180 listes, sur tout le territoire de la métropole, en particulier dans les grandes villes du pays. Par exemple, parmi les 38 villes de plus de 100 000 habitants, il y aura des candidats de Lutte Ouvrière dans 32 d’entre elles.

Dans 68 villes, Lutte Ouvrière participe à des listes de gauche, avec le Parti

Communiste et le Parti Socialiste, mais également dans plusieurs communes avec d’autres partis qui ont choisi de faire cause commune avec eux pour ces municipales comme les Verts ou la LCR. Dans plus de la moitié de ces 68 villes, la liste à laquelle nous participons est dirigée par le Parti Communiste et dans la plupart des autres par le Parti Socialiste.

Enfin dans plus de 115 villes, Lutte Ouvrière présentera des listes sous sa propre étiquette, là où le refus du Parti Socialiste, du Parti Communiste, ou des deux, n’a pas permis d’accord.

Les candidats de Lutte Ouvrière

Ville	Département	Liste
Alfortville	Val-de-Marne	LO LCR PC
Amiens	Somme	Lutte Ouvrière
Angers	Maine-et-Loire	PC LO
Angoulême	Charente	Lutte Ouvrière
Annecy	Savoie	Lutte Ouvrière
Arcueil	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
Argenteuil	Val-d’Oise	PS PC LO
Arles	Bouches-du-Rhône	Lutte Ouvrière
Aubervilliers	Seine-Saint-Denis	PC LO
Aulnay-sous-Bois	Seine-Saint-Denis	Lutte Ouvrière
Autun	Saône-et-Loire	Lutte Ouvrière
Bagneux	Hauts-de-Seine	Lutte Ouvrière
Bagnolet	Seine-Saint-Denis	PC LO
Beauvais	Oise	Lutte Ouvrière
Belfort	Territoire-de Belfort	MRC PC LO écolo
Besançon	Doubs	Lutte Ouvrière
Bezons	Val-d’Oise	Lutte Ouvrière
Bobigny	Seine-Saint-Denis	Lutte Ouvrière
Bordeaux	Gironde	Lutte Ouvrière
Bourges	Cher	PS PC LO MRC Verts
Brest	Finistère	Lutte Ouvrière
Caen	Calvados	Lutte Ouvrière
Calais	Pas-de-Calais	Lutte Ouvrière
Carros	Alpes-Maritimes	Lutte Ouvrière
Cergy	Val-d’Oise	Lutte Ouvrière
Chalon-sur-Saône	Saône-et-Loire	Lutte Ouvrière
Chartres	Eure-et-Loir	PC LO LCR
Chateauroux	Indre	Lutte Ouvrière
Chatellerault	Vienne	Lutte Ouvrière
Chenove	Côte-d’Or	Lutte Ouvrière
Choisy-le-Roi	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
Cholet	Maine-et-Loire	Lutte Ouvrière
Clermont-de-l’Oise	Oise	Lutte Ouvrière
Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme	PS PC LO,,,
Clichy-la-Garenne	Hauts-de-Seine	PS PC LO
Colombes	Hauts-de-Seine	Lutte Ouvrière
Colomiers	Haute-Garonne	Lutte Ouvrière
Compiègne	Oise	PS LO Verts Soutien PC
Corbeil-Essonnes	Essonne	PC LO
Creil	Oise	Lutte Ouvrière
Créteil	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
Cugnaux	Haute-Garonne	Lutte Ouvrière
Dijon	Côte-d’Or	Lutte Ouvrière
Dole	Jura	Lutte Ouvrière
Drancy	Seine-Saint-Denis	PC PS LO
Draveil	Essonne	PC LO
Dunkerque	Nord	Lutte Ouvrière
Eaubonne	Val-d’Oise	PC LO
Echirolles	Isère	Lutte Ouvrière
Ensisheim	Haut-Rhin	Lutte Ouvrière
Ermont	Val-d’Oise	Lutte Ouvrière
Ferrières-la-Grande	Nord	Lutte Ouvrière
Fleury-les-Aubrais	Loiret	PC LO
Fourmies	Nord	PC LO
Gennevilliers	Hauts-de-Seine	Lutte Ouvrière
Grand-Charmont	Doubs	Lutte Ouvrière
Grenoble	Isère	Lutte Ouvrière
Ile-Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	PC LO
Ivry	Val-de-Marne	PC PS LO Verts PRG
Joué-lès-Tours	Indre-et-Loire	Lutte Ouvrière
Kremlin-Bicêtre	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
La Chapelle-S¹-Luc	Aube	PS PC LO Verts PRG

Ville	Département	Liste
La Ciotat	Bouches-du-Rhône	PC LO
La Courneuve	Seine-Saint-Denis	PC LO MRC PT
La Ferté-Bernard	Sarthe	PC PS LO
La Roche-sur-Yon	Vendée	PC LO
La Rochelle	Charente-Maritime	Lutte Ouvrière
Lanester	Morbihan	PC LO LCR MRC
Laon	Aisne	Lutte Ouvrière
Laval	Mayenne	Lutte Ouvrière
Le Blanc-Mesnil	Seine-Saint-Denis	PC PS LO
Le Mans	Sarthe	Lutte Ouvrière
Le Pré-S¹-Gervais	Seine-Saint-Denis	Lutte Ouvrière
Lens	Pas-de-Calais	PC LO
Les Clayes-sous-Bois	Yvelines	Lutte Ouvrière
Les Lilas	Seine-Saint-Denis	Lutte Ouvrière
Les Mureaux	Yvelines	PC LO
Les Ponts-de-Cé	Maine-et-Loire	Lutte Ouvrière
Les Ulis	Essonne	PS PC LO
Leval	Nord	PC LO
Liévin	Pas-de-Calais	PS PC LO
Lille	Nord	Lutte Ouvrière
Limeil-Brévannes	Val-de-Marne	PS PC LO PRG Verts
Limoges	Haute-Vienne	Lutte Ouvrière
Louvres	Val-d’Oise	PC LO
Lyon 1^{er}	Rhône	Lutte Ouvrière
Lyon 4^e	Rhône	Lutte Ouvrière
Lyon 5^e	Rhône	Lutte Ouvrière
Lyon 7^e	Rhône	Lutte Ouvrière
Lyon 8^e	Rhône	Lutte Ouvrière
Lyon 9^e	Rhône	Lutte Ouvrière
Maisons-Alfort	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
Malakoff	Hauts-de-Seine	Lutte Ouvrière
Mantes-la-Jolie	Yvelines	Lutte Ouvrière
Margny-les-Compiègne	Oise	Lutte Ouvrière
Marsannay-la-Côte	Côte-d’Or	PS PC LO
Marseille 1^{er}	Bouches-du-Rhône	PS PC LO ,,,
Marseille 7^e	Bouches-du-Rhône	PS PC LO ,,,
Marseille 8^e	Bouches-du-Rhône	PS PC LO ,,,
Mérignac	Gironde	Lutte Ouvrière
Metz	Moselle	Lutte Ouvrière
Montbéliard	Doubs	Lutte Ouvrière
Montluçon	Allier	Lutte Ouvrière
Montpellier	Hérault	Lutte Ouvrière
Montreuil	Seine-Saint-Denis	Lutte Ouvrière
Mouy	Oise	PC LO
Mulhouse	Haut-Rhin	Lutte Ouvrière
Muret	Haute-Garonne	Lutte Ouvrière
Nancy	Meurthe-et-Moselle	Lutte Ouvrière
Nantes	Loire-Atlantique	Lutte Ouvrière
Nevers	Nièvre	PS PC LO
Nogent-sur-Oise	Oise	PS PC LO PRG Verts
Noisy-le-Sec	Seine-Saint-Denis	PC LO,,,
Oissel	Seine Maritime	Lutte Ouvrière
Orchies	Nord	Lutte Ouvrière
Orléans	Loiret	Lutte Ouvrière
Oullins	Rhône	Lutte Ouvrière
Pantin	Seine-Saint-Denis	PC LO
Paris 1er	Paris	Lutte Ouvrière
Paris 2e	Paris	Lutte Ouvrière
Paris 3e	Paris	Lutte Ouvrière
Paris 4e	Paris	Lutte Ouvrière
Paris 9e	Paris	Lutte Ouvrière
Paris 10e	Paris	Lutte Ouvrière

Ville	Département	Liste
Paris 11^e	Paris	Lutte Ouvrière
Paris 12^e	Paris	Lutte Ouvrière
Paris 13^e	Paris	Lutte Ouvrière
Paris 14^e	Paris	Lutte Ouvrière
Paris 17^e	Paris	Lutte Ouvrière
Paris 18^e	Paris	Lutte Ouvrière
Paris 19^e	Paris	Lutte Ouvrière
Paris 20^e	Paris	Lutte Ouvrière
Perpignan	Pyrénées-Orientales	PS PC LO
Ploufragan	Côtes-d’Armor	Lutte Ouvrière
Poitiers	Vienne	Lutte Ouvrière
Pontarlier	Doubs	PS PC LO
Quétingny	Côte-d’Or	Lutte Ouvrière
Reims	Marne	Lutte Ouvrière
Rennes	Ille-et-Vilaine	Lutte Ouvrière
Romainville	Seine-Saint-Denis	PS PC LO
Rouen	Seine Maritime	Lutte Ouvrière
Saint-Alban	Haute-Garonne	PS PC LO
Saint-Brieuc	Côtes-d’Armor	Lutte Ouvrière
Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	PC LO,,,
Saint-Doulchard	Cher	PC LO
Saint-Fons	Rhône	PS PC LO PRG
Saint-Martin-le-Vinoux	Isère	PS LO
Saint-Ouen	Seine-Saint-Denis	PC PS LO Verts..
Saint-Pantaléon	Saône-et-Loire	Lutte Ouvrière
Saint-Quentin	Aisne	PS PC LO Verts LCR PT
Sainte-Eulalie	Gironde	PC LO
Sartrouville	Yvelines	PS PC LO Verts..
Saulxures-lès-Nancy	Meurthe-et-Moselle	PS PC LO
Sin-le-Noble	Nord	PC LO
Sotteville-les-Rouen	Seine Maritime	Lutte Ouvrière
S¹-Chamond	Loire	PS PC LO
S¹-Jacques-de-la-Lande	Ille-et-Vilaine	Lutte Ouvrière
S¹-Nazaire	Loire-Atlantique	Lutte Ouvrière
S¹-Pierre-des-Corps	Indre-et-Loire	Lutte Ouvrière
Strasbourg	Bas-Rhin	Lutte Ouvrière
Talant	Côte-d’Or	Lutte Ouvrière
Tarbes	Hautes-Pyrénées	Lutte Ouvrière
Thiais	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
Thionville	Moselle	Lutte Ouvrière
Toulon	Var	PC LO PT
Toulouse	Haute-Garonne	Lutte Ouvrière
Tours	Indre-et-Loire	Lutte Ouvrière
Trélazé	Maine-et-Loire	Lutte Ouvrière
Valentigney	Doubs	Lutte Ouvrière
Vandoeuvre-lès-Nancy	Meurthe-et-Moselle	PS PC LO Verts
Vaulx-en-Velin	Rhône	PC LO
Venissieux	Rhône	PC PS LO PRG MRC
Vierzon	Cher	PC PS LO PRG Verts MRC
Vigneux	Essonne	PC LO LCR
Villejuif	Val-de-Marne	PC PS LO MRC Verts
Villeneuve-d’Ascq	Nord	PS PC LO
Villeneuve-S¹-Georges	Val-de-Marne	Lutte Ouvrière
Villepinte	Seine-Saint-Denis	PC LO
Villeurbanne	Rhône	Lutte Ouvrière
Vitry-sur-Seine	Val-de-Marne	PC PS LO Verts PRG
Vitry-le-François	Marne	Lutte Ouvrière
Wattrelos	Nord	Liste Lutte Ouvrière

ns municipales

Arlette Laguiller avec les candidats de Lutte Ouvrière

Vendredi 22 février

VILLENEUVE-D’ASCQ

à 15 h, conférence de presse à la Mairie

LENS

à 18 h, conférence de presse
à 18 h 30, MEETING
Centre social Alexandre-Dumas
- rue Courbet

Samedi 23 février

STRASBOURG

à 14 h 15, conférence de presse à la Maison des Associations, Place des Orphelins.

MULHOUSE

à 17 h 15, conférence de presse
Maison de la culture populaire,
29 rue du Chanoine Cetty

Mardi 26 février

BEAUVAIS

à 17 h, conférence de presse
Salle du Franc marché, rue du Franc Marché

COMPIÈGNE

à 20 h 30, MEETING
Centre de rencontre de la Victoire

Mercredi 27 février

GRENOBLE

à 14 h 30, conférence de presse
Hôtel Suisse et Bordeaux, 6
place de la gare

VAULX-EN-VELIN

Rendez-vous avec le comité de soutien de la liste d’union

LYON

à 19 h 15, conférence de presse
à 20 h, MEETING
Mairie du 6ème arrt. Salle
Victor-Hugo, 33 rue Bossuet
(M° Masséna).

Jeudi 28 février

CLERMONT-FERRAND

à 14 h 30, conférence de presse

LIMOGES

à 19 h 45, conférence de presse
à 20 h 30, MEETING
Salle Jean-Pierre-Timbaud
(derrière la mairie)

Dimanche 2 mars

NANCY

à 10 h 30, marché du Haut du lièvre et conférence de presse

METZ

à 15 h, conférence de presse
à 16 h, MEETING
Salle Braun, 16, rue Mozart

Mardi 4 mars

MÉRIGNAC

à 19 h 30, conférence de presse
à 20 h 30, MEETING
Salle de la Glacière

Mercredi 5 mars

CREIL

à 19 h, MEETING
La Faïencerie, salle de la manufacture

Jeudi 6 mars

TOULOUSE

à 19 h 30, conférence de presse
à 20 h 30 MEETING
Salle municipale
22, allée de Barcelone
(M° Compans-Cafarelli)

Arlette Laguiller en Seine-Saint-Denis

Au marché de Noisy-le-Sec

Le 16 février, à l’invitation du Parti Communiste et de Gilles Garnier, la tête de la liste présentée par le PCF, LO et différentes associations aux élections municipales de Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis, Arlette Laguiller est venue apporter son soutien.

La visite a commencé par un petit bonjour au local où Gilles Garnier et des militants l’ont accueillie. Auparavant, notre

camarade s’était entretenue avec quelques habitants de la cité Stéphane, constatant l’ampleur des dégâts causés par l’explosion de gaz qui a littéralement détruit deux cages d’escaliers, laissant un trou béant au milieu d’une barre d’habitations.

Au marché, l’accueil a été des plus chaleureux car la popularité d’Arlette ne se dément pas. Ménagères, mères de famille,

ouvriers, anciens collègues du Crédit Lyonnais, chacun venait exprimer sa sympathie, à tel point qu’il était difficile de circuler dans les allées. De vieux militants du PCF sont venus exprimer leur plaisir de faire une liste avec Lutte Ouvrière. Tout le milieu de gauche et populaire de la ville était enchanté de la venue et du soutien d’Arlette.

Correspondant LO

...Et au Blanc-Mesnil

Dimanche 17 février, notre camarade Arlette Laguiller est venue au Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis, apporter son soutien à la liste d’union où Lutte Ouvrière est partie prenante avec le Parti Communiste, le Parti Socialiste, les Verts et des personnalités locales.

Elle y a été accueillie par Marie-George Buffet, la député de la circonscription, qui est aussi candidate aux municipales. Accompagnées de Serge Fournet, notre camarade candidat sur cette liste, de Didier Mignot qui conduit la liste avec le maire actuel, et de Jean-Yves Souben des Verts, elles ont reçu un accueil chaleureux sur ce marché populaire.



*Votez contre Sarkozy
et ses représentants !*

Meeting avec Arlette Laguiller **Paris**

**Vendredi 29 février
à 20 h 30**

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor-Paris 5^e

(Métro : Maubert-Mutualité)

Entrée libre

Conférence de presse à 19 h 15

Réunions publiques

Samedi 23 février à 17 heures

WATTRELOS

**Brasserie « Les Amis »
Place de la Mairie**

Jeudi 28 février à 20 h 15

CAEN-NORD

Quartier du Chemin-Vert
**Maison de quartier du
Chemin-Vert
Rue Pierre-Corneille**

Vendredi 29 février

à 20 heures

LILLE

**MEP (Maison de
l’Éducation
Permanente)
Place Georges-Lyon**

Jeudi 6 mars à 20 heures

ROUEN

**Halle aux Toiles
Place de la Basse
Vieille Tour**

Jeudi 6 mars à 20 h 15

CAEN-SUD

Quartier de la Guérinière
**Salle de réunion du
Club du troisième âge
60, place de la Liberté**

Jeudi 6 mars à 20 h 30

ORLÉANS

**Salle des Chats-ferrés
Rue Notre-Dame de la
Recouvrance**

Une date à retenir

**10, 11 et 12 mai
La Fête de Lutte Ouvrière
à Presles (Val-d’Oise)**

Commandez vite votre carte d’entrée

Jusqu’au 27 mars, les cartes d’entrée sont disponibles au prix unitaire de 10 euros.

Vous pouvez vous procurer cartes d’entrée et bons d’achat soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à :

Lutte Ouvrière- BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Indiquer le nombre de cartes demandées, et joindre un chèque du montant voulu à l’ordre de Lutte Ouvrière. Ne pas oublier d’indiquer l’adresse d’expédition. - Envoi franco

Pour en savoir plus sur la fête (programmation, accès, horaires...) : fete.lutte-ouvriere.org

Le « coup de Prague », un simulacre de révolution ouvrière

Dans l'imagerie politique occidentale, le « coup de Prague » (qui vit le Parti Communiste Tchécoslovaque s'emparer, fin février 1948, d'un pouvoir qu'il avait jusqu'alors partagé avec d'autres) marque le début d'une division de l'Europe en deux camps, qui allait durer quatre décennies. Dans ce qu'on appela la « Guerre froide », le « bloc de l'Est » (l'URSS et ses alliés) se retrouvait face au reste du monde, placé sous la direction des puissances impérialistes avec les États-Unis à leur tête.

Pourtant, quoi que prétendent les tenants du camp impérialiste, la confiscation du pouvoir par les partis staliniens d'Europe centrale fut moins le fait d'une politique voulue de longue date par la bureaucratie stalinienne qu'une réponse de l'URSS à la politique des autres grandes puissances.

Alliance contre l'Axe et contre d'éventuelles révolutions

Quand l'Allemagne nazie entreprit d'envahir l'Union soviétique, en 1941, celle-ci se trouva du même coup dans le même camp que la Grande-Bretagne et les États-Unis. Mais cette alliance circonstancielle n'allait pas faire disparaître les contradictions entre les puissances impérialistes et l'URSS, devenue une dictature bureaucratique, mais née d'une révolution ouvrière.

Pour les Alliés, États-Unis et Grande-Bretagne essentiellement, l'URSS n'était utile que dans la mesure où sa présence dans le conflit et la puissance de son armée pouvaient hâter la défaite de l'Allemagne. De plus, le stalinisme pouvait aider à éviter tout risque révolutionnaire en Europe centrale après l'effondrement militaire allemand.

Les dirigeants politiques occidentaux n'avaient pas oublié qu'une génération plus tôt la fin de la Première Guerre mondiale avait entraîné une vague de révolutions prolétariennes. Ils ne voulaient à aucun prix que cela se répète. Or Staline et son régime étaient tout à fait capables d'assurer l'ordre contre les peuples dans les régions que l'armée soviétique occupait à mesure qu'elle en chassait les troupes du Reich.

En effet la bureaucratie stalinienne elle-même craignait la révolution comme la peste. Elle, qui n'avait pu se hisser au pouvoir en URSS qu'en en chassant les communistes fidèles aux idéaux d'Octobre 1917, ne pouvait cesser de combattre tout ce qui aurait pu aider à une nouvelle victoire du prolétariat.

Avant même la fin de la guerre, lors des conférences de Téhéran et de Yalta, les Alliés et l'URSS se répartirent donc le rôle de gendarme dans des sphères d'influence respectives qu'ils s'attribuèrent, au mépris du droit des peuples.

Conformément à ces accords, dans la partie de l'Europe qu'occupait son armée et qui allait de la Roumanie et la Bulgarie à la Pologne, l'Allemagne orientale et la Tchécoslovaquie, le régime stalinien s'activa à reconstituer des appareils d'État capables d'assurer l'ordre. Pour cela, il s'appuya sur des Fronts nationaux regroupant, outre les partis staliniens, bien des éléments des régimes d'avant-guerre, sinon de ceux que les nazis avaient installés.

La même formule sévit d'ailleurs contre la classe ouvrière à l'autre bout de l'Europe. Là aussi, des partis staliniens associés au gouvernement, comme en France et en Italie, aidèrent la bourgeoisie à contraindre les travailleurs à « *retrousser leurs manches* », selon un slogan du PCF d'alors.

En Tchécoslovaquie, le gouvernement de coalition comptait trois membres du parti catholique, trois démocrates slovaques, trois socialistes-nationaux, trois social-démocrates, trois staliniens et deux sans-parti, dont un évêque et deux généraux. À la tête de l'État fut

confirmé Edvard Benes, ancien président de la République de 1935 à 1938, puis du gouvernement en exil à Londres après 1940. C'est cet État bourgeois remis sur pied avec l'appui de Staline qui, dès 1946, se chargea de nationaliser 70 % de l'économie – des nationalisations comme celles qu'effectuèrent, pour les mêmes raisons de remise en route de l'économie, bien des gouvernements d'alors en Europe... y compris celui de De Gaulle en France

Des débuts de la Guerre froide...

Mais la guerre à peine terminée, les contradictions, un temps estompées, qui opposaient l'impérialisme à son allié de la veille resurgirent avec force. Car, malgré le caractère foncièrement contre-révolutionnaire de la bureaucratie, l'URSS inspirait encore peu ou prou des mouvements qui, par exemple dans les colonies ou semi-colonies, cherchaient à secouer le joug des grandes puissances. Pour s'y opposer, l'impérialisme entreprit une politique dite de « *containment* » du communisme à l'échelle planétaire, lancée en janvier 1947 par le président américain Truman.

Dans la zone d'influence soviétique, dès la situation un peu stabilisée, les partis politiques bourgeois recommencèrent à regarder vers leur allié naturel, l'impérialisme. En Tchécoslovaquie, cela se manifesta dans le fait que le gouvernement unanime, PC compris, accepta en juin 1947 la proposition américaine de souscrire au volet économique du « *containment* », le plan Marshall. Ce n'est qu'in extremis que la délégation tchécoslovaque fut empêchée, sur ordre du Kremlin, d'aller signer à Paris cet accord de coopération économique avec les États-Unis.

... au simulacre de Prague

De pareilles tendances à s'éloigner de Moscou se renforçaient à la tête des États de toute l'Europe centrale. Pour

les juguler, la bureaucratie stalinienne, qui s'était dès 1944-1945 donné les moyens de contrôler la police locale, entreprit d'éliminer des gouvernements locaux, les uns après les autres, les partis qui ne lui étaient pas directement inféodés. Ce mouvement allait d'ailleurs se poursuivre, plus tard, avec l'épuration des partis staliniens eux-mêmes.

En Tchécoslovaquie une crise éclata, début 1948, à l'occasion de la prise en main complète de la police par Moscou. Le 21 février, douze ministres démissionnèrent, espérant provoquer une crise et des élections anticipées. Le PC, qui tenait les ministères-clés (armée, police, prési-

devaient rien ni au socialisme ni à une quelconque intervention de la classe ouvrière. Au contraire, c'est contre elle que ces États avaient été remis en selle par la bureaucratie, avec l'appui d'une bonne partie des classes possédantes locales et de leur personnel politique, y compris le plus réactionnaire, avant d'être repris en main, avec des méthodes essentiellement policières, par le Kremlin. Ces dictatures n'eurent rien à envier à celles qui, au même moment ailleurs en Europe, continuaient à opprimer les peuples d'Espagne, du Portugal, au nom de la chrétienté et avec la bénédiction du « *monde libre* ».



Manifestation du PCT à Prague.

ARC

dence du Conseil...), répliqua via la centrale syndicale unique, qu'il contrôlait et qui organisa une grève d'un jour. Il fit aussi défiler ses « *milices ouvrières* » dans le centre de Prague. Suite à quoi, le président Benes confia à Gottwald, chef du PC, la constitution du nouveau gouvernement. Peu après, celui-ci fit avaliser son « *coup de Prague* » par des élections sous contrôle, qu'il emporta évidemment.

Dans les autres pays d'Europe de l'Est, Staline et ses relais locaux ne s'embarassèrent même pas d'un tel simulacre de mobilisation populaire pour parvenir à leurs fins. Et un « *rideau de fer* » tomba au cœur de l'Europe pour quatre décennies, avec l'instauration de dictatures odieuses.

Présentés comme « *socialistes* » parce que façonnés sous la pression militaire et économique de l'URSS de Staline, ces régimes ne

Et si jusqu'à la chute du mur de Berlin, en 1989, ce monde-là n'eut aucun mal à trouver à s'indigner du régime des Démocraties populaires, il ne fut pas mécontent, finalement, que ce soit la bureaucratie russe qui se soit chargée de maintenir l'ordre contre les peuples et la classe ouvrière, à Berlin-Est en 1953, en Pologne et en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, et encore en Pologne dans les années soixante-dix et quatre-vingt...

Car le monde impérialiste avait, lui, assez à faire à entretenir et protéger une myriade d'autres dictatures, plus infectes les unes que les autres : celles des Duvallier, Trujillo, Batista, Franco, Salazar, des généraux argentins, de Pinochet au Chili, des colonels grecs, et combien d'autres dont les régimes sont toujours en place aux quatre coins de la planète.

Pierre LAFFITTE

● **Snecma services Saint-Quentin-en-Yvelines**

Les primes ça ne suffit pas !

Tout a commencé quand la direction du groupe Safran, qui contrôle la Snecma, a annoncé que les augmentations générales seraient de 1,5 %, c'est-à-dire bien en-deçà de l'augmentation du coût de la vie.

Au même moment elle annonçait un bénéfice de 406 millions d'euros en 2007, soit plus du double de l'année précédente. Par ailleurs, le groupe se vante d'avoir fait baisser l'endettement de plus de moitié. Cela a mis le feu aux poudres. Après avoir été à plusieurs centaines au siège à Paris le 7 février, une nouvelle journée d'action a été décidée au siège de Snecma Services à Montereau, jeudi 14 février. Une vingtaine de vigiles appelés par le directeur n'a pas fait le poids devant notre nombre et notre détermination, et n'a pu nous empêcher d'entrer. La direction a dû nous écouter.

Depuis, la mobilisation ne baisse pas : à l'usine de Gennevilliers, les secteurs des Forges et la Fonderie sont en grève totale pour 150 euros d'augmentation de tous les salaires. À Saint-Quentin, il y a des débrayages de 5 minutes toutes les demi-heures et les discussions ne cessent pas.

Toute cette effervescence a déjà fait reculer la direction, qui à chaque nouvelle journée d'action fait des propositions. Mais, pour l'instant, elle n'a proposé que des primes : l'une d'au moins 175 euros au mois de mars et une de 200 euros pour tous au mois de juin. Cherchant même à nous diviser, elle propose, uniquement pour les jeunes de moins de 26 ans, une prime sous forme du paiement d'un mois de loyer. Elle présente comme une faveur le fait qu'on pourrait récupérer les heures de grève en heures supplémentaires.

Dans les assemblées générales quotidiennes, les syndicats, sous la pression, sont obligés de tenir compte de l'avis des plus déterminés qui veulent une vraie augmentation de salaire.

Correspondant LO

● **Carrefour Grand Littoral – Marseille**

Des grévistes qui se sentent floués

Lundi 18 février, les salariés de Carrefour Grand Littoral à Marseille ont dû reprendre le travail sans l'avoir décidé.

En grève depuis le 1^{er} février, la grande majorité des salariés du magasin demandaient à être mis au même niveau que les autres magasins. Ils posaient le problème des salaires, le plus souvent inférieurs à 1 000 euros du fait d'horaires de travail à temps partiel imposé. Enfin, ils s'opposaient à une organisation des horaires qui accapare des journées entières, même pour des temps partiels.

Le 15 février, les CRS sont intervenus contre les grévistes pour permettre à un camion de livrer quatre palettes de mar-

chandises. Les grévistes, regroupés au rond-point à l'arrière du grand magasin, essayaient de dissuader les conducteurs de camions de livraison, mais ceux-ci étaient accompagnés d'une escorte policière. Le préfet en envoyant les CRS avait obtempéré aux demandes de la direction de Carrefour.

Une première charge de CRS a envoyé une femme enceinte à l'hôpital. Une deuxième charge, pour faire passer un second camion un peu plus tard, a blessé un élu communiste, Joël Dutto qui, lui aussi, a dû être hospitalisé.

Le lendemain, samedi 16 février, les grévistes en manifestant dans la galerie obligeaient la direction à fermer les

grilles du magasin. Un accord était signé dans la soirée par le syndicat majoritaire, la CFDT, à l'issue de négociations avec la direction nationale de Carrefour venue de Paris.

Ce qu'elle a finalement accordé est ridicule :

- une hausse du ticket restaurant qui passerait de 3,05 euros à 3,50 à condition que le taux de casse (vols, objets perdus, casse, etc.) passe de 2,6 % à 2,4 %.

- quelques heures de plus pour les temps partiels

- la prise en charge des deux derniers jours de grève.

La plupart des syndicats, sauf la CGT, ont signé ces accords.

Les grévistes sont particuliè-

rement indignés surtout parce qu'on ne leur a pas demandé leur avis. Auraient-ils décidé de reprendre le travail ou bien de continuer leur lutte ? Il n'y a même pas eu d'assemblée générale pour en discuter. Les syndicats signataires se sont bien gardés de demander leur avis au personnel sur la reprise ou pas de la grève.

Il reste que des liens se sont noués entre les grévistes et que cette grève a fait largement connaître les conditions de travail et de salaire dans le magasin. Des clients en sont choqués et le disent et les discussions sont nombreuses dans les rayons et aux caisses.

Correspondant LO



Galerie marchande déserte et grilles fermées devant Carrefour, lors de la grève.

● **Fusion ANPE-Unedic**

Le service d'orientation de l'AFPA externalisé

La fusion ANPE-Unedic, prévue depuis novembre 2007, et qui a été adoptée le 31 janvier 2008, aussi bien par les députés que par les sénateurs, s'appliquera aussi aux centres et services d'orientation de l'AFPA, l'Association pour la formation professionnelle des adultes. Cela touche les 175 services d'orientation (SOP) et les 22 centres régionaux (CROP), qui regroupent en tout 800 psychologues du travail.

Conçus à l'origine pour recruter les stagiaires dans les centres de formation, ces services sont progressivement devenus, à partir du début des années 1980, des services

annexes de l'ANPE.

Depuis 1998, les centres d'orientation travaillent en lien direct avec l'ANPE et déterminent les besoins de formation des demandeurs d'emploi. Ainsi, sur les 800 000 demandeurs d'emplois que reçoit chaque année l'ANPE, 200 000 sont reçus par les Services d'orientation et 135 000 suivent un stage à l'AFPA.

La fusion ANPE -Unedic va donc s'étendre aux services d'orientation de l'AFPA, l'an prochain et, avec ce rattachement des services d'orientation, les psychologues craignent de devoir imposer aux demandeurs d'emploi des formations

ne correspondant en rien à leurs souhaits. Et cette fusion annonce pour tous des menaces pour l'avenir.

Car si les services d'orientation sont séparés des centres, cela signifiera des suppressions de postes mais aussi le fait que les formateurs devront eux-mêmes recruter leurs stagiaires, au détriment donc du temps de formation ou de préparation. De plus, alors qu'un plan du gouvernement Raffarin garantit jusqu'à fin 2008 l'activité des centres AFPA, rien ne filtre sur l'après 2008, ce qui alimente l'inquiétude. Et la disparition effective du service médical, celle prévue de

l'hébergement ainsi que l'externalisation de la restauration ne font qu'accroître la crainte de voir disparaître des services souvent indispensables aux stagiaires, puisque certains d'entre eux habitent à plusieurs centaines de kilomètres des centres.

La fusion, bien loin de servir aux demandeurs d'emploi, apparaît à tous comme une régression, destinée, d'une part, à éliminer des chômeurs des statistiques et, d'autre part, à économiser sur le service public de la formation professionnelle.

Correspondant LO

• ArcelorMittal – Gandrange (Moselle)

Si on vous coupe la tête, c'est pour votre bien

Mittal, PDG et principal actionnaire du groupe Arcelor-Mittal, a confirmé sa volonté de fermer l'aciérie de Gandrange en Moselle. Et de déclarer, tout sourire, qu'il pense « *que l'option que nous offrons est la meilleure pour l'usine et les salariés.* » Il est vrai que, vous couper la tête, il n'y a rien de tel pour n'avoir plus jamais mal aux dents !

Cette déclaration a été faite à l'occasion de l'annonce de bénéfices records – une fois de plus – du numéro un mondial de l'acier : plus de 7,5 milliards d'euros pour 2007, en hausse de 30 %. Les actionnaires vont toucher une bien meilleure

« option », pour reprendre l'expression de Mittal. Ils vont se partager un pactole de 2,12 milliards d'euros de dividendes.

Les déclarations de Mittal montrent, s'il en était besoin, que celles de Sarkozy sur le maintien de l'aciérie n'étaient que du vent destiné à gonfler les voiles de sa popularité. Mais, si l'on en croit les sondages, sa visite à Gandrange ne lui a pas franchement réussi.

Sarkozy a voulu récidiver en se rendant à l'usine Kléber de Toul – elle aussi menacée de fermeture, par un autre grand groupe, Michelin. Les syndicats CGT et FO lui ont carrément

déconseillé de venir s'adresser aux salariés de l'usine expliquant, ce qui faisait plaisir, qu'il serait « *très mal reçu* ». D'ailleurs, le lendemain, la direction était bloquée dans ses bureaux. Michelin venait lui aussi d'annoncer des bénéfices en forte hausse, plus 35 %, en confirmant sa volonté de fermer le site de Toul.

Voir ces grands groupes riches à milliards annoncer bénéfices sur suppressions d'emplois a de quoi provoquer une légitime colère. Les gesticulations de Sarkozy finiront par se retourner contre lui et ceux qui tirent les ficelles de ce pantin.

Etienne HOURDIN

• Imprimerie Nationale Choisy-le-Roi (Val-de-Marne)

L'occupation continue après 30 jours de conflit



Mardi 19 février, une nouvelle réunion a rassemblé plus de la moitié des travailleurs de l'Imprimerie Nationale. Depuis plusieurs années, le gouvernement s'évertue à casser ce qui reste de l'Imprimerie Nationale et à se débarrasser de ses travailleurs. Il en reste 120 à Choisy, tous menacés de la porte.

Un médiateur a été nommé, qui ne s'engage sur rien, et qui

indique qu'une quarantaine de personnes pourraient être reprises, par un imprimeur d'une commune voisine. « *Le projet de reprise, tel que j'ai pu l'analyser, m'apparaît sérieux, viable, avec des perspectives de développement* », a-t-il dit. Donc, rien de sûr.

Les ouvriers continuent à venir majoritairement prendre des nouvelles et occuper les bâtiments jour et nuit. Chacun

doit faire ses comptes, prendre les 30 000 euros proposés, plus des miettes par année d'ancienneté, ou saisir le plan de reclassement avec un salaire en baisse et une garantie formelle sur cinq ans. Et après ? C'est le « Et après » qui nous gêne tous. Et personne n'est emballé par cette prime de départ.

Alors la lutte continue.

Correspondant local

• Poitiers

Un patron tente de filer à l'anglaise

Depuis le 14 février, les 17 salariés de l'entreprise Costel à Poitiers sont en grève. La direction de cette entreprise de télésurveillance, une filiale du riche groupe privé suédois Securitas-systems, tente de fermer ce site.

Refusant de prendre la responsabilité d'un plan dit « social », le patron, qui a déménagé pour sa part depuis plusieurs mois dans le sud de la

France, a tenté, en catimini, de convaincre des salariés de partir à Marseille ou à Bar-Le-Duc, en licenciant au passage, sans motif, l'un d'entre eux jugé trop remuant. À juste titre, ces travailleurs entendent se faire respecter et exigent que la direction assume financièrement les conséquences des bouleversements qu'elle veut leur imposer.

Pour la seule ville de Poitiers, après les salariés de l'entreprise

Schwarzkopf qui avait fermé ses portes dans le quartier de la Demi-Lune, pour déménager en région parisienne, après ceux de Michelin dont l'usine a été transférée à Joué-lès-Tours, c'est au tour des travailleurs de Costel de subir les conséquences des décisions de patrons dont la cupidité n'aura pour limite que la réaction collective du monde du travail.

Correspondant LO

• Aciérie des Ancizes (Puy-de-Dôme)

Les patrons condamnés pour l'amiante

L'aciérie Aubert et Duval des Ancizes est une usine de 1 400 personnes où l'amiante a été utilisé après l'an 2000, malgré l'interdiction de son usage en France depuis 1997. Les patrons viennent d'être condamnés par la cour d'appel de Riom pour avoir exposé le personnel à cette matière.

Le jugement en appel a confirmé celui du tribunal des affaires de Sécurité sociale de Clermont-Ferrand en faveur de dix ouvriers, reconnus malades de l'amiante et qui ont poursuivi leur employeur pour faute inexcusable.

Pourtant il y a plus d'un siècle que l'on connaît les dangers mortels des poussières d'amiante. Le médecin du travail de l'usine avait aussi alerté la direction et les pouvoirs publics dès décembre 1990. Mais aucune mesure de protection n'avait alors été prise.

Aux Ancizes, le comité amiante estime que plusieurs centaines d'ouvriers sont touchés. Des examens médicaux sont en cours. D'autres plaintes en justice devraient être déposées contre les patrons de cette aciérie.

Correspondant LO

• Cuisiniers sans papiers

La lutte a payé

Mardi 19 février, sept des neuf cuisiniers africains sans papiers du restaurant *La Grande Armée*, ont obtenu gain de cause. La Préfecture de police leur a accordé un titre de séjour et leurs deux autres collègues doivent être régularisés dans la semaine.

Pour cela, les cuisiniers ont dû occuper depuis le 13 février ce restaurant cossu. Situé à deux pas de l'Arc de Triomphe, celui-ci attire une clientèle peu habituée à manger à côté de cuisiniers portant toque et badges rouges de la CGT, dans un décor transformé par des banderoles de ce syndicat et de l'association Droits Devant. Et pour ce public qui ne regarde pas à l'addition et pour qui un

repas à 70 euros ou une sole meunière à 45 euros ne sont rien, le menu n'était sûrement pas à leur goût.

Pas plus d'ailleurs pour les propriétaires du restaurant, les frères Costes, dont on dit dans la profession que, « *pour transformer le zinc en or, ils sont les meilleurs alchimistes de Paris* », mais dont Raymond Cheveau, un responsable de la CGT, explique plus prosaïquement les « secrets » : « *Tous les cuisiniers ont été embauchés en connaissance de cause. Les frères Costes sont bourrés de tune. Ils embauchent une main-d'œuvre à bon marché qu'ils exploitent honteusement.* »

Cédric DUVAL



• Nos lecteurs écrivent

Retraites à la traîne

Veuve depuis le début de l'année 2004, ma pension de réversion s'élevait à 1 358 euros par trimestre. Fin 2007, elle s'élevait à 1 437 euros, soit une augmentation de 5,70 % pour cette période.

Par contre, sur cette même période

- le montant de ma mutuelle a subi une augmentation de 21 %,

- mon loyer de 10,37 %,

- ma taxe de collecte des ordures ménagères de 22 %,

- ma taxe d'habitation de 14 %.

À cela il faut ajouter la flambée du prix du chauffage, l'augmentation des produits alimentaires, les nouveaux forfaits de santé, etc.

Cette année, nos retraites seront revalorisées de 1,1 % car, paraît-il, ces dernières années nous aurions eu plus que l'inflation !

Une retraitée (Essey-lès-Nancy)

Renault soigne ses actionnaires

Jeudi 14 février, le PDG Carlos Ghosn a annoncé à la presse les résultats de Renault pour 2007, dans une conférence retransmise en direct sur les ordinateurs des salariés de l'entreprise.

Ghosn s'est montré satisfait des résultats avec une « marge opérationnelle » de 1,354 milliard, représentant 3,3 % du chiffre d'affaires. Elle était de 1,063 milliard en 2006, soit 2,6 %, et voilà une progression qui le réjouit. Quant au résultat d'exploitation, il a augmenté de 41 %. Ghosn a fait remarquer que les années 2006 et 2007 avaient été difficiles, mais ce n'est pas aux salariés qu'il pensait en disant cela, mais plutôt au « rétrécissement du marché », selon l'expression chère aux économistes en Europe et aux États-Unis.

Du côté des salariés, les difficultés ne font aucun doute. Entre 2005 et 2007, l'accélération du développement des véhicules a été multipliée par deux. Dans le même temps, l'effectif global est en baisse. Les départs en retraite n'ont pas été remplacés, les cadences en usine ont été augmentées. Les accidents du travail ont augmenté, il y a eu des suicides au travail. L'utilisation de la sous-traitance, des intérimaires ou des prestataires est de plus en plus développée, avec parfois plus de 25 % de l'effectif d'un site comme celui du technocentre de Guyancourt. Cela impose une pression accrue aussi bien aux travailleurs de ces entreprises qu'à ceux de Renault.

Avec tout cela et en y intégrant sa part dans les résultats de Nissan et de Volvo, le groupe Renault a fait 2,734 milliards d'euros de profits en 2007 et, même si c'est un peu inférieur à 2006, il y a suffisamment d'argent pour prendre 25 % des actions du constructeur automobile russe AvtoVAZ dans la ville de Togliatti, qui produit un million de véhicules Lada. Renault s'implante au Maroc avec une nouvelle usine à Tanger,

avec des exonérations dans la zone franche du port. En Inde et en Roumanie, Renault signe des accords pour profiter des fonds publics de ces pays pauvres et compte sur ces contrats pour produire plus de véhicules.

L'objectif de Ghosn, dit-il, est de « rassurer le marché ». Et il déclare que, « même avec une récession en Europe, il y aura au moins 10 % de croissance de volume des véhicules Renault ». En tout cas, il soigne les actionnaires : + 22 % d'augmentation du dividende par rapport à l'année dernière.

Pour les salariés, c'est 2,5 % d'augmentation de

salaires pour 2008. Et la prime d'intéressement aux résultats financiers a diminué de 9 %. Ghosn avait déclaré à Davos, en parlant des salariés, « *qu'ils sont motivés, qu'ils aiment ce qu'ils font et qu'ils sont prêts à se défoncer pour cela* ». Mais les travailleurs ne sont pas à la botte du PDG. Il y a eu ces dernières semaines des débrayages dans les différents sites, à l'occasion des réunions sur les salaires. Et les milliards de profits cumulés depuis des années sont la preuve qu'il y a de l'argent pour augmenter les salaires et embaucher.

Correspondant LO



À Renault Flins.

• Profits à un pôle, bas salaires et licenciements à un autre

La logique capitaliste à l'œuvre

Jean-Paul Agon, le PDG de L'Oréal, a certainement résumé l'état d'esprit des patrons du CAC 40 à un journaliste des Échos qui lui demandait s'il avait connu des déceptions en 2007 : « Honnêtement, non », a-t-il répondu. Et en effet l'année dernière les principaux groupes industriels cotés à la Bourse de Paris ont engrangé des profits extravagants au moins pour la troisième année consécutive.

Total annonce certes une baisse de 3 % de ses bénéfices mais, avec 12,2 milliards d'euros, les actionnaires peuvent à nouveau déboucher le champagne. De leur côté, Danone, Safran, L'Oréal annoncent des profits en hausse ; Sanofi Aventis a engrangé 7 milliards d'euros et la BNP, pour le secteur bancaire, 8 milliards malgré la crise financière.

Ces profits, que se distribueront les actionnaires, sont insolents en comparaison des salaires, qui eux n'augmentent pas, ou bien moins que l'évolution du coût de la vie. De plus, certaines de ces multinationales, en même temps qu'elles annoncent des profits en hausse, licencient ou ferment des entreprises.

Ainsi, Michelin a annoncé quasiment dans la même

semaine un bénéfice en augmentation de 35 % et la fermeture de l'usine Kléber de Toul, mettant à la porte plus de 800 salariés. ArcelorMittal a annoncé de son côté une hausse de 30 % de ses bénéfices, qui se montent à 7,1 milliards d'euros. Mais pour la direction d'ArcelorMittal, il n'est pas question de revenir sur la fermeture du site de Gandrange avec ses 600 emplois.

En dehors des entreprises du CAC 40, Miko, propriété d'Unilever, est bénéficiaire en 2007 et supprime 250 emplois.

En tout, près de 50 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie durant l'année 2007, qui s'ajoutent aux 65 000 qui avaient dis-

paru en 2006. Dans le même temps, le gouvernement annonce des chiffres du chômage en baisse, de quoi soulager encore plus l'indignation des travailleurs qui se retrouvent sur le carreau.

Depuis des années, la démonstration se renouvelle au moment où les grands groupes industriels, mais aussi les plus petits, annoncent leur résultat financier : la course au profit aboutit à jeter sur le pavé des milliers de salariés, tout en usant au travail la main-d'œuvre restant dans l'entreprise.

Boris SAVIN

• Peugeot Citroën PSA

Bénéfices 2007 : cinq fois ceux de 2006

La direction du groupe PSA a communiqué à la presse ses résultats pour l'année 2007. Ses commentaires sont révélateurs. Pour elle tout va bien : « *retour à la croissance, (...) marge opérationnelle consolidée, (...) forte croissance du résultat net* (lisez : des bénéfices, 855 millions), « *forte génération de cash flow libre : 1 milliard 602 millions* » (dans la caisse, libre de suite).

Un peu plus loin, elle précise (un peu) comment ces résultats ont été obtenus : « *effets positifs des réductions de coûts* » et des « *améliorations de prix* », « *augmentation de la production* »... « *amélioration de la productivité, forte baisse des frais généraux* »...

Derrière ces quelques mots, c'est une exploitation accrue dans le groupe automobile qui permet ces résultats. Les travailleurs à la production sont moins nombreux car 10 200 emplois ont été supprimés, dont 8 200 en France en 2007. Les 207 800 salariés qui restent ont produit un nombre record de voitures cette année. Ainsi chacun d'entre eux a permis 4 500 euros de bénéfices pour l'année... somme qui est dans les caisses du groupe et va partir dans celles des actionnaires.

PSA cite aussi les bons résultats de deux autres entreprises du groupe, Gefco (transport), Faurecia (équipementier), et de la banque PSA-finances. Leurs chiffres d'affaires augmentent ; elles sont bénéficiaires. Il n'y a qu'un aspect qu'ils regrettent : cela aurait été encore mieux s'il n'y avait « *l'inflation des coûts de matières premières, du change, des salaires* ». Ah, que la vie des patrons est dure !

Cette année, le groupe PSA réalise cinq fois plus de bénéfices que l'an dernier. Pour annoncer ces chiffres, Christian Streiff, le PDG du groupe, s'est fait filmer dans un message vidéo, transmis dans la messagerie interne. Il ne fait que répéter bravo et merci. Mais qu'attend-il pour annoncer de vraies augmentations de salaires et embaucher, en particulier les travailleurs précaires ?

Correspondants LO

• Hôtel-Dieu – Paris – APHP

L'imagination au service de la régression

À l'Hôtel-Dieu, comme dans tous les hôpitaux de l'Assistance publique, la direction ne sait plus quoi inventer pour ne pas embaucher le personnel supplémentaire nécessaire.

Dans ce but, elle regroupe les services au sein de pôles, dans lesquels le personnel sera amené à tourner en fonction des absences. C'est donc une plus grande flexibilité qu'on veut nous imposer.

De plus en plus, les services n'embauchent plus le personnel soignant en équipe, soit du matin soit d'après-midi, mais imposent l'alternance. Là encore, cela permet aux cadres de modifier plus facilement les plannings.

Parallèlement, il est fréquent que l'encadrement nous propose de « doubler », c'est-à-dire d'effectuer une double journée, ou encore nous impose de changer nos roulements, nos week-ends, nos RTT ou nos repos pour pallier le sous-effectif. On en arrive à devoir se

bagarrer pour poser une journée de RTT ou même les congés.

Dans certains services, la direction désorganise totalement les plannings pour ne surtout pas déboursier un sou en créations de postes. C'est ainsi qu'à l'hôpital de jour d'Hématologie Oncologie, ces dernières années, les infirmiers ont fait des journées de 7 h 36 cinq jours par semaine, puis de 9 heures sur quatre jours, puis de nouveau 7 h 36, de 9 heures. Depuis le mois de février, ils sont revenus à 7 h 36 ! Cet énième changement... ne change rien au problème : la plupart effectuent une demi-heure à une heure supplémentaire chaque jour. Car, comme le personnel l'a fait savoir à plusieurs reprises à la

direction, la seule solution pour faire tourner le service et permettre à tous d'avoir leurs congés et de ne pas faire d'heures supplémentaires, serait d'embaucher au moins deux personnes.

Autre exemple, en Radiologie, où la direction s'est fendue d'une « charte », en application depuis janvier. On travaillait auparavant en équipes fixes ou en alternance. Pour pallier le manque de personnel qui se fait surtout sentir en milieu de journée, la direction a totalement chamboulé les horaires. Désormais, la plupart des collègues ne sont plus en équipes mais ont des horaires décalés. Ceux qui ne travaillaient que du matin sont maintenant obligés de terminer à 21 heures trois semaines par an. Pour d'autres, ce sera davantage. Ces semaines sont planifiées à l'année et il est impossible de prendre des congés ou



des RTT à ce moment-là, à moins que quelqu'un accepte de vous remplacer ! Même chose si un collègue est en arrêt maladie une de ces semaines. Il devra prendre une semaine qui se termine à 21 heures à celui qui l'a remplacé pendant son congé ! Royalement, la charte fait grâce des semaines manquées en raison des congés pour grossesse ou maternité...

Cette plus grande flexibilité que voudrait nous imposer la direction ne passe pas facilement, pas plus que sa logique de rentabilité et d'économies à tout prix. D'une façon ou d'une autre, tous les services sont concernés, et c'est tous ensemble qu'il faudra nous défendre et imposer les embauches nécessaires !

Correspondant LO

• Clamecy (Nièvre)

Contre la fermeture de la maternité

Depuis plusieurs mois, la population de Clamecy et de sa région et le personnel de l'hôpital luttent pour empêcher la fermeture de la maternité.

L'Agence régionale de l'hospitalisation (ARH) de Bourgogne prétexte le manque de sécurité. Elle dit qu'il manque un poste de sage-femme, qu'il n'y a pas de pédiatre 24 heures sur 24 dans le service et que la maternité fait moins de 300 accouchements. Or, un poste de cinquième sage-femme existe depuis août 2007, c'est un poste précaire, mais il ne tient qu'à l'ARH d'en faire un poste définitif. Et s'il n'y

a pas de pédiatre à demeure (et c'est malheureusement le cas dans beaucoup de maternités), il y a un médecin anesthésiste-réanimateur qui a des compétences pour la réanimation pédiatrique. En 2007, il y a eu 214 naissances (en augmentation par rapport à 2005 et 2006), ce qui est loin d'être négligeable.

Par contre, si la maternité fermait, les femmes devraient aller à Auxerre ou Nevers (déjà

bien surchargé) pour accoucher (environ 60 km). Et tout le monde pense, sauf l'ARH, qu'il y aurait encore plus d'insécurité.

Les médecins et le personnel médical craignent, avec la fermeture de la maternité, un démantèlement complet de l'hôpital et une aggravation de la situation médicale de toute la région. Un « réseau de santé », qui fait de la prévention et de l'accompagnement, reconnu nationalement, fonctionne autour de cet hôpital, à la satisfaction de tous. Il serait remis en cause si les praticiens hospita-

liers étaient obligés de partir et si le matériel médical nécessaire n'existait plus.

« C'est une décision administrative qui doit s'appliquer », a déclaré le représentant de l'ARH. Mais la population ne veut pas se plier à cette décision et voir sa région s'appauvrir un peu plus. Rassemblements et manifestations se succèdent donc. Les maires des communes autour de Clamecy ont pris des arrêtés municipaux stipulant : « Les femmes enceintes devront quitter le territoire communal le 31 mars 2008. » À l'entrée des villages, des pan-

neaux annonçant « Interdit de procréer » ont été installés. « Avec la fermeture annoncée de la maternité de Clamecy le 31 mars, le fait de mettre un enfant au monde est une mise en danger de la vie d'autrui », expliquent les maires. Une centaine d'entre eux, dans les cinq cantons autour de Clamecy, ont même menacé de boycotter les élections municipales.

Un mois avant la date annoncée de la fermeture, il n'est pas question de se laisser faire.

Correspondant LO

• Abus de contrats précaires :

La Poste du Cantal condamnée

À Aurillac, la direction de La Poste s'est particulièrement distinguée en accumulant des records dans l'usage de la précarité.

Un agent embauché de juin 1992 à octobre 1999 a « bénéficié » de 958 contrats de travail à durée déterminée, avec n'importe quel horaire et n'importe quel jour.

Un autre a suivi un parcours assez original : succession de CDD, puis contrats intermittents à durée indéterminée, puis

contrats à durée indéterminée à temps partiel.

Une autre salariée était en CDD depuis plus de cinq ans, puis a eu un contrat intermittent à durée déterminée étalé sur presque sept années !

Pour tous ces cas, le conseil des prud'hommes d'Aurillac a condamné La Poste à verser des rappels de salaire, ainsi que des indemnités à titre de dommages et intérêts. La Poste a fait appel. Mais la cour d'appel de Riom, dans le Puy-de-Dôme, a

confirmé pour l'essentiel les décisions des Prud'hommes. Elle a estimé notamment que, pour le cas de l'employée, celle-ci a « subi un réel préjudice car elle a été illégitimement soumise à une précarité d'emploi ».

Elle recevra, comme les autres travailleurs, 5 000 euros.

Rendue plus prudente, La Poste d'Aurillac a dû accepter de titulariser certains agents qui étaient sous contrats précaires.

Correspondant LO

• Gates – Nevers

Réaction bien légitime

Les négociations salariales chez Gates à Nevers pour 2008 n'ont pas bien commencé fin janvier : la direction ne propose que 1,8 %, plus 0,3 % en individuel. On était déjà loin du compte et le 13 février les débrayages ont commencé, touchant les trois postes.

La direction a même relancé elle-même la grève

jeudi 14 février, en faisant semblant de renoncer à la suppression des trois jours, mais ce n'était que jusqu'au... 29 février. Nous avons trouvé que, quand même, elle nous prenait pour des idiots et du coup la grève a duré jusqu'à la fin de la semaine.

Elle va peut-être remporter cette manche mais, à trop tirer sur la corde...

• L'Oréal Cheville-Larue (Val-de-Marne)

Ras-le-bol du blocage des salaires !

L'Oréal a annoncé mercredi 13 février des profits records : 2,65 milliards d'euros, en augmentation de 29 % par rapport à l'année 2006. Pour les travailleurs de l'entreprise, cela n'a pas été une surprise. Chacun sait bien que L'Oréal accumule depuis des années des fortunes tandis que les salaires sont bloqués.

Ceux de Rambouillet, Vichy, Aulnay, Ormes avaient débrayé la semaine précédente, avant l'annonce des résultats, car depuis des années les salaires sont à la traîne par rapport à l'inflation. À Rambouillet, les grévistes ont imposé une rallonge de 45 euros.

Cela a été un encouragement pour préparer les débrayages du lundi 18 février.

Ce jour-là une intersyndicale a appelé à des actions sur l'ensemble des entreprises du groupe, car le lendemain la direction devait annoncer ce qu'elle prévoyait pour l'évolution des salaires.

La journée a été une réussite : à l'usine de Vichy, près de 70 % des salariés ont suivi le mouvement, encore plus à l'usine d'Aulnay et à Fapagau ; à Ormes aucune production n'est sortie ; les centrales d'expédition de Marly et d'Ormes ont été bloquées dès le matin. D'autres sites ont été touchés comme à Levallois, Asnières, La Roche-Posay ou aux centres de recherches d'Aulnay et de Clichy.

Au centre de recherches de Cheville-Larue, dans le



Les grévistes à Cheville-Larue.

Val-de-Marne, c'est à près de 200 que nous nous sommes rassemblés. Les discussions devant les portes de l'entreprise étaient nombreuses, sur le niveau de vie et le blocage de nos salaires. Pour certains, c'était leur première grève. Tous les présents ont approuvé l'action et veulent avant tout le retour des augmentations générales, avec un

réajustement conséquent pour récupérer ce qu'on a perdu depuis longtemps. Le défilé le long de la nationale 7 a été salué par quelques automobilistes klaxonnant ou levant le poing en solidarité.

Le lendemain, un rassemblement a eu lieu devant le siège à Clichy, lors de la seconde séance de négociation avec la

direction. Alors que le dividende par action va augmenter de 16,9 %, la direction propose aux travailleurs une prime de 250 euros brut en mars, et aucune augmentation générale pour 2008. Mais il est clair que ça ne fait pas le compte et la direction n'en sera pas quitte avec ça !

Correspondant LO

• CEA – Grenoble

Grève à la restauration

Le 5 février, une partie des salariés d'Avenance, entreprise privée de restauration sous contrat avec le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) à Grenoble, ont fait grève à l'initiative de la CGT.

Ces cantines du CEA étaient jusqu'à il y a un an gérées par la Sodexho. Depuis la reprise par Avenance, les conditions de travail se sont vite dégradées. Ainsi, sur le site H2, il y a aujourd'hui 23 salariés contre 30 il y a peu, alors que le nombre de repas n'a pas baissé, avec environ 1 400 repas servis. Les salariés sont donc en sous-effectif chronique, les congés maladie ne sont pas remplacés. Par exemple, beaucoup ne prennent pas leur demi-heure de repas non payée et ne s'arrêtent que dix minutes pour manger. Certains viennent même une heure avant leur prise de poste officielle pour pouvoir faire leur travail calmement.

Les travailleurs demandaient donc 50 euros d'augmentation pour avoir au minimum 1 500 euros brut, la suppression des jours de carence en cas de maladie, l'embauche de six personnes à H2 et deux sur le site H3. Ils demandent aussi que tout le personnel ait droit à des jours de congés pour enfant malade, car trois salariés ayant signé leur contrat avec Avenance et non avec la Sodexho n'y ont pas droit.

La grève a été un succès. Les travailleurs des cantines ont préparé des sandwiches, les proposant aux usagers à la place du repas habituel, pour qu'ils puissent marquer leur solidarité, alors que la direction d'Avenance avait remplacé le personnel gréviste. Ainsi, 239 repas seulement ont été servis à H2 au lieu de 1 360 à 1 400 habituellement, et 25 repas à H3 au lieu de 1 100.

Le vendredi suivant, la direction régionale a rencontré les délégués mais n'a rien cédé.

À noter également qu'Avenance a passé un contrat avec un CAT (Centre d'aide par le travail) et fait maintenant travailler une dizaine de travailleurs handicapés à la plonge. Lors du prochain mouvement, les travailleurs auront une revendication supplémentaire : l'intégration de ces salariés à Avenance avec les mêmes droits que les autres !

Les grévistes, très touchés et encouragés par le soutien des autres travailleurs du site, envisagent une prochaine action en mars. Des hésitants n'avaient pas fait grève à cause des pressions de la direction, par exemple un chantage à la prime et aux jours de congés. Le succès de la journée du 5 les a fait changer d'avis et ils sont décidés à se joindre à la grève la prochaine fois.

Correspondant LO

• CIF – Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis)

Les conducteurs de bus occupent des dépôts

À Tremblay-en-France, les 200 conducteurs des Courriers de l'Île-de-France (CIF) sont en grève totale avec occupation depuis que, le 14 février à minuit, le syndicat majoritaire l'UNSA et la CGT ont déclenché le mouvement.

Les dépôts de Goussainville (Val-d'Oise) et de Dammarville-en-Goële (Seine-et-Marne) sont eux aussi occupés. Au total, ces trois dépôts regroupent 700 travailleurs. Les grévistes revendiquent un salaire de 1 750 euros net au lieu des 1 526 euros actuels.

Outre le fait que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, un élément récent a déclenché la colère des conducteurs : suite à un accord de branche professionnel, leurs salaires étaient assujettis à un abattement de 20 % pour le calcul des charges sociales. Cette mesure est supprimée et entraîne des pertes de salaire de 80 à 120 euros par mois.

Enfin, les conditions de travail sont celles des services publics. Ainsi le travail commence à 3 h 43 pour la première équipe. Inutile de dire qu'il faut

un véhicule pour aller au travail. Face à cela, la CIF propose de payer la moitié de la carte Orange correspondant au trajet à effectuer... pour ceux qui prennent les transports en commun ! Les chauffeurs ressentent cela comme une véritable provocation.

Lundi 18 février, la direction de la CIF n'acceptait encore aucune négociation. Mais les travailleurs avaient le moral et sont particulièrement déterminés dans leur action.

Correspondant LO

• Transports Jahar – Beffes (Cher)

En lutte pour les salaires

Les chauffeurs de la société Jahar ont fait grève du 11 au 16 février pour leurs salaires. Cette entreprise, dont le site principal est à Vitry-le-François dans la Marne, est l'une des six filiales du groupe Tratel qui compte 800 salariés, dont 700 chauffeurs, assurant essentiellement le transport du ciment des usines Calcia. Tratel et Calcia appartiennent au deuxième groupe cimentier européen : Italcementi.

Il y a quelques mois, la direction du groupe Tratel avait mis en place une nouvelle

organisation du travail et du salaire. Cela fonctionnait par « quadrimestre ». Les trois premiers mois, on faisait les horaires décidés par la direction, ce qui pouvait vouloir dire partir de chez soi le lundi à 7 heures pour revenir le samedi à 21 heures. Et tout cela pour un salaire normal, les heures supplémentaires n'étant pas payées. Et le quatrième mois, suivant les heures faites, la direction nous demandait de rester chez nous huit jours ou même dix jours.

Avec ce système, on se crève

au travail pendant trois mois pour une paye minable, sans même que les heures supplémentaires permettent d'arrondir les fins de mois.

Au bout de quatre jours d'une grève où bien peu de camions roulaient, la direction a dû abandonner le système du quadrimestre pour en revenir au calcul des heures au mois. La situation des chauffeurs se dégrade de plus en plus, beaucoup d'heures supplémentaires ne sont jamais payées : il fallait y mettre un coup d'arrêt !

Correspondant LO

• Cuba

Que sera l'après-castrisme ?

L'annonce que Fidel Castro renonçait à la présidence de l'État cubain a amené le secrétaire d'État français aux Affaires européennes, Pierre Jouyet, à déclarer espérer que cette décision ouvre une « voie nouvelle » pour « plus de démocratie dans ce pays », et que « le castrisme, cela a été un symbole de totalitarisme ».

Que le régime cubain, qui avait manifestement le soutien de toute la population pauvre quand il est arrivé au pouvoir, ait évolué ensuite vers une forme dictatoriale, c'est une

évidence. Et il est difficile de savoir ce qu'il reste aujourd'hui de son immense popularité d'alors. Mais dans cette évolution, les USA, le grand allié de la France, ne sont pas innocents, car s'ils ont renoncé depuis l'échec de la tentative d'invasion de la baie des Cochons, en 1961, à y intervenir militairement, s'ils ont échoué, comme l'a récemment reconnu la CIA, à faire assassiner Castro, ils ont tout fait pour étrangler économiquement l'île, qui souffre toujours aujourd'hui de l'embargo qu'ils ont décidé.

Mais Castro n'a pas cédé.

C'est pourquoi les dirigeants US continuent de le traiter en paria, alors qu'ils ont protégé tant d'autres dictatures autrement sanglantes en Amérique latine, et continuent, tout comme la France, à considérer Uribe en Colombie comme un grand démocrate.

Cuba est un régime dictatorial. Mais un régime qui a fait d'énormes efforts pour instaurer un système de santé permettant à toute la population d'avoir accès aux soins, au point que les médecins cubains suppléent à Haïti ou au Venezuela au manque de médecins formés localement. Un régime

qui a mené une véritable campagne pour éliminer l'analphabétisme. Un pays dont la population ne meurt pas de faim. Quand on compare sa situation à celle d'Haïti, qui vit sous la « protection » des USA depuis des années, la différence est éclatante.

Tous les commentateurs qui écrivent sur Cuba considèrent que le castrisme est obsolète, et espèrent que les successeurs de Castro ouvriront une page nouvelle dans l'histoire de l'île. Si l'évolution du régime cubain se fait vers plus de libertés pour les travailleurs, les paysans, les intellectuels, on ne pourra évi-

demment que s'en réjouir. Mais si Cuba devait retourner sous la coupe de l'impérialisme américain, comme à l'époque de Batista, ce ne serait vraiment pas un progrès.

Il n'y avait pas de voie de développement économique possible pour l'île de Cuba, isolée dans un monde hostile. Mais la population pauvre d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie – même dans ces pays qu'on dit émergents – continue à vivre dans la misère. Ce n'est pas Cuba qui est obsolète. C'est tout le système impérialiste mondial.

François DUBURG

• Kosovo

Une indépendance qui ne règle rien

Le Kosovo a proclamé son indépendance le 17 février, se séparant donc de la Serbie, dont il constituait encore officiellement une province. Les Kosovars albanais, – 90 % de la population – ont manifesté leur joie d'échapper à la tutelle serbe. C'est un épisode de plus dans l'histoire du démembrement de la Yougoslavie, même s'il est peu probable que ce soit le dernier.

La Yougoslavie, telle qu'elle était sortie de la guerre mondiale après une guerre de libération menée sous la direction du Parti Communiste et de Tito, avait surmonté au moins partiellement les vieilles oppositions nationales et micro-nationales existant dans les Balkans. Mais avec la fin du régime titiste, les dirigeants des différentes républiques fédérées se sont réfugiés tour à tour dans les surenchères nationalistes, bien souvent encouragés par les grandes puissances européennes, intéressées à jouer les unes contre les autres. C'est ce qui a mené, après une série d'affrontements et de guerres, à un démembrement aux conséquences catastrophiques.

Les revendications nationales des Albanais du Kosovo ont certes une vieille histoire. Mais l'avènement de Milosevic en Serbie, exaltant le nationalisme serbe, et la serbisation du Kosovo n'ont fait que raviver le sentiment national albanais qui culmina avec les affrontements entre les troupes serbes et celles de l'UCK (Armée de libération du Kosovo) en 1998-99. Milosevic pratiqua le « nettoyage ethnique » pour chasser les



Kosovars albanais vers l'Albanie indépendante, avec le silence complice des grandes puissances, avant que celles-ci ne se décident à organiser des négociations de paix entre dirigeants serbes et kosovars ; l'échec de ces négociations, imputé aux Serbes, entraîna l'intervention militaire des troupes de l'OTAN, des bombardements catastrophiques pour toute la région, des déplacements de population et l'instauration d'un protectorat sur le Kosovo.

Celui-ci n'a évidemment rien réglé, ni les affrontements nationaux ni l'état de sous-développement du pays. En 2004, des affrontements très violents ont opposé la majorité albanaise à la minorité serbe

qui, surtout dans les petites enclaves à l'intérieur du pays, a des raisons d'appréhender l'avenir. La situation économique d'une région pauvre mais au sous-sol relativement riche en minerais rares s'est encore détériorée du fait de la guerre, de l'abandon ou de l'usure d'installations techniques ; les coupures de courant y sont incessantes. La mission des Nations-Unies s'est révélée incompétente : les fonds promis pour réparer les destructions causées par les bombardements n'arrivaient pas, aux dires mêmes de Bernard Kouchner alors président de cette mission ; ensuite une bonne partie d'entre eux se sont perdus dans les sables de la cor-

ruption. L'agriculture est ruinée, on compte 46 % de chômeurs, des denrées de base comme le pain sont de plus en plus difficilement accessibles, les salaires avoisinent au mieux les deux cents euros, entraînant une forte émigration pour survivre.

Les Kosovars ont donc un pays et un gouvernement « souverains ». Mais les intérêts de la population pauvre ne sont sûrement pas la préoccupation de ce gouvernement. Son chef, Hashim Thaci, un ancien chef de guerre accusé d'avoir pris le contrôle d'activités mafieuses pour financer ses troupes anti-serbes, s'est fabriqué une image de politicien « respec-

table » sous la pression des États-Unis qui ont décidé de miser sur lui dès 1999. Que ses réseaux soient plus ou moins véreux importe peu à ses protecteurs !

L'indépendance est une réponse à l'aspiration légitime des Kosovars à être maîtres chez eux après des années passées sous la pression du nationalisme serbe. Mais elle ne règle rien, surtout avec un tel gouvernement. Comme toujours dans les Balkans, cette indépendance aiguise un autre problème, cette fois avec la minorité serbe du Kosovo. Tous les germes sont là pour de nouveaux conflits.

Sylvie MARÉCHAL

Au sommaire de Lutte de classe n° 110 (février 2008)

France

- La « modernisation du marché du travail », illustration lamentable de ce qu'est le « syndicalisme de proposition »
- Lutte Ouvrière et les élections municipales

Où va la Belgique ?

Italie

Du Parti Communiste au Parti Démocrate

Russie

Poutine, arbitre suprême d'un équilibre précaire

Tribune de la minorité

Les leures du « communisme municipal »

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,54 euro

